



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 MARS 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 8th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (liste of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Caddie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1947, constituant en corporation: Lucien St-Hilaire, commis-acheteur, Jean-Marie Papillon, dessinateur, Dame Béatrice Côté St-Hilaire et Dame Blanche-Alice Jodoin Papillon, épouses séparées de biens des dits Lucien St-Hilaire et Jean-Marie Papillon, et dûment autorisées, par leur mari respectif, aux fins des présentes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de:

Drapiers, chemisiers, merciers, marchands de modes pour hommes, femmes, garçonnets, fillettes et bébés, manufacturiers de vêtements, agents de manufacturiers de vêtements, tisseurs, agents de tisserands, tisseurs, agents de tisseurs, tailleurs, fourreurs, bottiers, agents de manufacturiers de chaussures, marchands de confections, bonnetiers, gantiers, fournisseurs de tous les articles d'habillement en général, mar-

Letters Patent

Caddie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1947, incorporating: Lucien St-Hilaire, clerk-buyer, Jean-Marie Papillon, designer, Dame Béatrice Côté St-Hilaire and Dame Blanche-Alice Jodoin Papillon, wives separate as to property of said Lucien St-Hilaire and Jean-Marie Papillon, and duly authorized by their respective husband, for the purposes hereof, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of:

Drapers, shirt manufacturers, haberdashers, hatters for men, women, boys, girls and babies, clothing manufacturers, agents for garment manufacturers, weavers, weavers' agents, cloth weaver, cloth weavers' agents, tailors, furriers, shoemakers, shoe manufacturers' agents, milliners, hosiers, gloves, furnishers of wearing apparel of all kinds, dealers in novelties, decorators, dealers in notions, souvenirs, sporting goods,

chands d'articles de nouveauté, décorateurs, vendeurs de bibelots, souvenirs, articles de sport, accessoires de vêtements, bijouterie, étalagistes, emballageurs, sous le nom de "Caddie Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 25½, Chemin Ste-Foy, Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18066-o

L. DÉSILETS.

clothing accessories jewellery, displays, packers, under the name of "Caddie Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 25½ St. Foy Road, Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18066

Deputy Attorney General.

Calumet Sand and Gravel Inc.

La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation: Paul Provost, Jean-Jacques Provost, gérants, et Pauline Provost, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer, exploiter et disposer de tous genres de carrières et de "pit" de sable, et transiger comme marchand de pierre, de sable, de gravier, de cendre et de matériaux de construction de toutes sortes;

Acquérir ou construire, tenir, gérer ou exploiter et opérer des garages pour la garde, le nettoyage, la réparation et le soin général des automobiles, de camions, de véhicules moteurs;

Exploiter le commerce de transport général et quelconques, tel que: voiturier en général, agent de chemins de fer, de compagnies de navigation, de compagnies d'expédition, entrepreneur de transport et de messageries, emmagasineurs ou entreposeurs et tout autre commerce similaire ou connexe, sous le nom de "Calumet Sand and Gravel Inc.—La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18067-o

L. DÉSILETS.

Calumet Sand and Gravel Inc.

La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, incorporating: Paul Provost, Jean-Jacques Provost, managers, and Pauline Provost, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, lease, operate and dispose of all kinds of quarries and sand-pits, and to carry on business as dealer in stone, sand, gravel, ashes and building materials of every kind;

To acquire or build, keep, manage or run or operate garages for storage, cleaning, repair and general care of automobiles, trucks, motor vehicles;

To carry on a general transportation business, of any kind, such as: general carrier, railways agent, agent for navigation companies, for shipping companies, transportation and express contractor, storers or warehousemen and any other similar or allied business, under the name of "Calumet Sand and Gravel Inc.—La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18067

Deputy Attorney General.

Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1947, constituant en corporation: Jean Mercier, avocat, Pauline Comeau, secrétaire, tous deux de Montréal, et Marguerite Day, secrétaire, de Longueuil, tous du District de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, opérer, administrer, contrôler, faire exécuter le commerce d'automobiles, camions, autobus, autocars, voitures, chaloupes, bateaux, et toutes autres espèces et descriptions de véhicules ou moyens de transport, pour le transport de personnes, d'effets, denrées et marchandises sous toutes formes et spécialités et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être, sous le nom de "Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.", avec un capital de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18068-o

L. DÉSILETS.

Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1947, incorporating: Jean Mercier, advocate, Pauline Comeau, secretary, both of Montreal, and Marguerite Day, secretary, of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, operate, manage, control, have carried on, the business of automobiles, trucks, autobuses, autocars, carriages, skiffs, boats and every kind and description of vehicles and means of transportation for persons, goods, wares and merchandise, under all forms and specialties and by any means actually known or which may become known, under the name of "Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.", with a capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18068

Deputy Attorney General.

Florists Supply Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, Samuel J. Smiley, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs, et manufacturier, produire, adapter, préparer, acheter, vendre, distribuer et autrement faire le commerce d'accessoires de fleuristes et de produits floraux, et de tout ce qui s'y rapporte, tels que des plantes cultivés ici et importés, fleurs artificielles, dessins floraux, rubans, fils de fer, faïencerie, pots, poterie, épingles, crampons, papier d'emballage, papier, cartes de souhaits, ficelles, rubans gommés et choses semblables, sous le nom de "Florists Supply Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18069 L. DÉSILETS.

Forbes Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1947, constituant en corporation: Noël Picard, notaire, Juliette Tellier, sténographe, et Gilles Pelletier, artiste dramatique, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, assumer ou autrement acquérir, comme exploitation en activité, l'immeuble, le magasin de meubles et les entreprises commerciales actuellement opérées dans la ville de Matane, comté de Matane, province de Québec, par Madame J. P. Forbes;

Faire le commerce, en gros et en détail, de tous les articles qui constituent l'ameublement de maisons, édifices, églises, théâtres, notamment de tapis, rideaux, papiers tentures, garnitures, tissus, bibelots, objets d'ornement et d'utilité, meubles meublants et autres articles similaires, de quelque matériau qu'ils soient constitués ou fabriqués, qui servent à meubler, garnir et orner l'intérieur de quelque construction que ce soit;

Faire les décorations intérieures d'édifices, églises ou autres immeubles publics, ainsi que des maisons, résidences et bureaux privés, et tout ce qui s'y rapporte, notamment la dorure, galvanoplastie, tapisserie, agencement d'appareils et d'ornements de toute sorte, fourniture de cadres, peintures, sculptures, maroquinerie, tabletteries, objets de bijouterie et de librairie, et généralement de tout article d'ornementation, sous le nom de "Forbes Furniture Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18070-0 L. DÉSILETS.

Florists Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1947, incorporating: Maurice J. Boxer, Samuel J. Smiley, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters, and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell, distribute and otherwise deal in florist supplies and floral products, and all that thereto appertains, such as, plants, both home grown and imported, artificial flowers, floral designs, ribbons, wiring, crockery, pots, pottery, pins, staples, paper wrapping, papers, greetings cards, twines, tapes and the like, under the name of "Florists Supply Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18069-0 Deputy Attorney General.

Forbes Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1947, incorporating: Noël Picard, notary, Juliette Tellier, stenographer, and Gilles Pelletier, dramatic artist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take over or otherwise acquire, as a going concern, the immovable, furniture store and commercial undertaking actually carried on in the town of Matane, county of Matane, Province of Quebec, by Madame J. P. Forbes;

To deal wholesale and retail, in any articles which comprise the furnishing of houses, buildings, churches, theatres, in particular carpets, curtains, wall paper, trimmings, fabrics, novelties, useful and ornamental objects, household furniture and other similar articles, composed of or manufactured from any material whatsoever, used to furnish, decorate and trim the interior of any building whatsoever;

To engage in interior decoration of buildings, churches or other public buildings, as well as houses, residences and private offices, and everything connected therewith, in particular gilding, galvanoplastic works, handings, ornamental and mechanical fixtures of all kinds, frames and framing accessories, paintings, carvings, morocco articles, fancy turnery, jewellery and stationery, and in general any decorative articles, under the name of "Forbes Furniture Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18070 Deputy Attorney General.

G. A. Brunet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1947, constituant en corporation: Gontran-Achille Brunet, marchand, Dame Gabrielle Hallé, épouse contractuellement séparée de biens de Gontran-Achille Brunet, dûment autorisée par lui, et Omer Trudeau, gérant, tous d'Amos, district d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et détaillants des objets, effets et marchandises suivants, savoir:

De quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction, articles de sport, accessoires d'automobile, fixtures et appareils électriques, appareils et accessoires de plomberie et sanitaires, articles d'ornementation, bibelots, poteries, coutelleries, et bijouterie, machineries quelconques;

De meubles meublants et articles d'ameublement, et faire le commerce général de marchand de meubles;

De charbon, huile à chauffage, et tous combustibles, et de tous système de chauffage, et accessoires, sous le nom de "G. A. Brunet Inc.", avec un capital de \$125,000, divisé en 1,250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18071-o

L. DÉSILETS.

G. A. Brunet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1947, incorporating: Gontran-Achille Brunet, merchant, Dame Gabrielle Hallé, wife separate as to property of Gontran-Achille Brunet, duly authorized by him for the purposes hereof, and Omer Trudeau, manager, all of Amos, district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of principals, agents, commission, merchants, importers, exporters, manufacturers of and wholesale and retail dealers in the following goods, wares and merchandise, to wit:

Hardware, ironware, building requisites, sporting goods, automobile accessories, electric fixtures and appliances, plumbing and sanitary supplies and accessories, ornaments, novelties, pottery, cutlery and jewellery, machinery of all kinds;

Household furniture and furnishings, and carry on the general business of furniture dealers;

Coal, fuel oil, and all kinds of fuel and heating systems and accessories, under the name of "G. A. Brunet Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 1,250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1947.

L. DÉSILETS.

18071

Deputy Attorney General.

Herd & Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1947, constituant en corporation: Mary-Ann Cousineau, Jeannine Falardeau, secrétaires, et Louise Bastien, téléphoniste, toutes filles majeures, de Montréal, district de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remettre tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et tous les sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre, remettre des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Herd et Cie Limitée", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 266, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18072-o

L. DÉSILETS.

Herd & Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1947, incorporating: Mary-Ann Cousineau, Jeannine Falardeau, secretaries, and Louise Bastien, telephone operator, all spinsters, of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, store any products articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and any of the by-products thereof, and to import, export, buy, sell, store, haberdashery, foodstuffs, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemicals, products of the land, sea and forest, beauty products, toilet goods and perfumery, under the name of "Herd & Cie Limitée", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 266 Saint James Street West, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1947.

L. DÉSILETS.

18072

Deputy Attorney General.

Importex Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Importex Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-neuf janvier 1947, constituant en corporation: Mary-Ann Cousineau, Jeannine Falardeau, secrétaires, filles majeures, et Louise Bastien, téléphoniste, fille majeure, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remiser tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et tous les sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre, remiser des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Importex Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 266, ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18073-o L. DÉSILETS.

J. E. F. Morin, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1947, constituant en corporation: Joseph-Eugène-Fernand Morin, fournisseur de matériaux, Henri Bernier et Yves Bernier, avocats, tous de Lauzon, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de propriétaire de moulins et marchands généraux, soit en gros, soit en détail, de bois de chapente, bois de construction et bois de toutes sortes et de matériaux de construction, machineries, outillage et accessoires de toute sorte et nature, et acheter, acquérir, louer, vendre, disposer, manufacturer, produire, réparer, modifier, importer, exporter, échanger ou autrement faire le commerce en gros ou en détail ou faire le négoce de portes et chassis, d'effets, d'articles, commodités et marchandises de toute sorte et nature pour être utilisés avec telles opérations, sous le nom de "J. E. F. Morin, Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 54, rue Philippe Boucher, Lauzon, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18074-o L. DÉSILETS.

**Joannes Goldfields Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1947, constituant en corporation: François Veilleux, Jules Royer, avocats, et Léo Royer, manufacturier, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres

ninth day of January 1947, incorporating: Mary-Ann Cousineau, Jeannine Falardeau, secretaries, spinsters, and Louise Bastien, telephone operator, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, store any products articles and merchandise, made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and all the by-products thereof, and to import, export, buy, sell, store, haberdashery, foodstuffs, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemicals, earth, sea and forest products, beauty products, toilet articles and perfume, under the name of "Importex Limitée" with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 266 Saint James Street West, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18073 Deputy Attorney General.

J. E. F. Morin, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1947, incorporating: Joseph Eugène Fernand Morin, dealer in materials, Henri Bernier and Yves Bernier, advocates, all of Lauzon, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as mill owner and general merchant, whether wholesale or retail, of timber, lumber and wood of all kinds, and building requisites, machinery, equipment and accessories of every sort and kind, and to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture, produce, repair, alter, import, export, exchange or otherwise carry on a wholesale or retail business or deal in doors and sashes, goods, articles, commodities and merchandise of every sort and kind to be used for such operations, under the name of "J. E. F. Morin, Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 54 Philippe Boucher Street, Lauzon, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18074 Deputy Attorney General.

**Joannes Goldfields Limited
(No personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1947, incorporating: François Veilleux, Jules Royer, lawyers, and Léo Royer, manufacturer, all of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or

dans le but d'en extraire des minerais quelconques donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Joannes Goldfields Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18075 L. DÉSILETS.

treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose, under the name of "Joannes Goldfields Limited" (No personal liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Québec City.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18075-o Deputy Attorney General.

Julien Electric Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation: Roger Julien, électricien, Dame Marie-Marthe Duchesne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Julien, de Saint-Malachie, district de Beauce, et J.-H. Guérette, industriel, de la cité de Longueuil, district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou par tout autre moyen faire le commerce et installer le tout ou aucune partie ou parties de tout article électrique, d'énergie motrice, de sans-fils, radiophonique ou magnétique;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou par tout autre moyen faire le commerce de tous genres de lumières et lampes incandescentes et fluorescentes et de tous genres d'appareils électriques, sous le nom de "Julien Electric Compagnie Limitée", avec un capital de \$19,995, divisé en 3,399 actions ordinaires de \$5 chacune, et 150 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Malachie, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18076-o L. DÉSILETS.

Julien Electric Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1947, incorporating: Roger Julien, electrician, Dame Marie-Marthe Duchesne, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Roger Julien, of Saint-Malachie, district of Beauce, and J. H. Guérette, manufacturer, of the city of Longueuil, district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise deal in and instal the whole or any part or parts of any electric, motive power, wireless, radio or magnetic article;

To manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise deal in all kinds of lights and incandescent and fluorescent lamps and every kind of electric apparatus, under the name of "Julien Electric Compagnie Limitée", with a capital stock of \$19,995, divided into 3,399 common shares of \$5 each and 150 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Saint-Malachie, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18076 Deputy Attorney General.

La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1947, constituant en corporation: Charles Lefebvre, commerçant, de Ville-Marie, district de Témiscamingue, Josaphat-Hilaire Bertrand, agent d'assurance, de Noranda, et Camille Beaulieu, avocat, de Rouyn, ces deux derniers du district de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, fabriquer, et manufacturer tous les produits et sous-produits de la forêt, plus spécialement les billots, les planches, bardeaux, poteaux, et fabriquer tout article composé de bois en tout ou en partie; et à ces fins, faire le commerce de marchand général, acquérir, posséder et opérer des moulins à scie et usines de toutes sortes, des magasins, des entrepôts, des limites à bois, des immeubles;

Entreprendre des chantiers, développer, administrer, gérer des travaux de toutes sortes et de toutes descriptions, se rapportant à la coupe,

La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1947, incorporating: Charles Lefebvre, trader, of Ville-Marie, district of Témiscamingue, Josaphat-Hilaire Bertrand, insurance agent, of Noranda, and Camille Beaulieu, advocate, of Rouyn, these two latter of the district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, make, and manufacture any products or by-products of the forest, more particularly logs, boards, shingles, poles, and to manufacture any article composed in whole or in part of wood; and for such purposes, to carry on the business of a general merchant, acquire, own and operate saw-mills and plants of all kinds, stores, warehouses, timber limits and immovables;

To undertake forestry operations, develop, administer and manage works of all kinds and descriptions, connected with the cutting, felling,

l'abattage, le sciage, la préparation, le commerce du bois de toutes sortes et sous toutes ses formes et de tous les produits et sous-produits du bois, sous le nom de "La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville-Marie, district de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18077-0 L. DÉSILETS.

sawing, preparing of and dealing in timber of all kinds and in all forms of same and all products or by-products of wood, under the name of "La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville-Marie, district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18077 Deputy Attorney General.

**La Cie de Développement Industriel
d'Asbestos**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1947, constituant en corporation: J.-Osias Poirier, journaliste, Wilfrid Therrien, marchand, Thomas Aubé, restaurateur, et Lionel Letendre, dentiste, tous d'Asbestos, district de Saint-François, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, favoriser et activer l'établissement de nouvelles industries dans la ville d'Asbestos ou dans un rayon de cinq milles de la dite ville; y encourager et aider les industries existantes ou futures et généralement promouvoir, encourager, favoriser et activer les progrès et développements de la ville d'Asbestos au point de vue industriel, commercial et économique sous le nom de "La Cie de Développement Industriel d'Asbestos", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18078-0 L. DÉSILETS.

**La Cie de Développement Industriel
d'Asbestos**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1947, incorporating: J. Osias Poirier, journalist, Wilfrid Therrien, merchant, Thomas Aubé, restaurant-keeper, and Lionel Letendre, dentist, all of Asbestos, district of Saint Francis, for the following purposes:

To promote, encourage, abet and urge the establishment of new industries in the town of Asbestos or within a radius of five miles of the said town; to encourage and assist existing or future industries therein and in general, promote, encourage, abet and urge the progress and development of the town of Asbestos from an industrial, commercial and economic viewpoint, under the name of "La Cie de Développement Industriel d'Asbestos", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18078 Deputy Attorney General.

**La Compagnie Jean & Charles
Jean & Charles Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1947, constituant en corporation: Jean Bigonnesse, manufacturier, de Longueuil, Charles Mignault, manufacturier, Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, et Colombe Robillard, téléphoniste, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et faire le commerce comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants et commerçants, marchands en gros et en détail de chocolats, bonbons, gâteaux, biscuits, pâtisseries, confiseries, sous le nom de "La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$70,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18079-0 L. DÉSILETS.

**La Compagnie Jean & Charles
Jean & Charles Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, incorporating: Jean Bigonnesse, manufacturer, of Longueuil, Charles Mignault, manufacturer, Annette Daignault, secretary, spinster, and Colombe Robillard, telephone operator, spinster, the three latter of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in business as manufacturers, importers, exporters, dealers and traders wholesale and retail merchants of chocolates, candies, cakes, biscuits, pastry, confectionery, under the name of "La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company".

The amount of the capital stock of the company will be \$70,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18079 Deputy Attorney General.

Lalancette Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1947, constituant en corporation: Michel Lalancette, Philippe Lalancette, électriciens, et Louis-Georges Pothier, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants;

Faire le commerce des accessoires électriques en général, ainsi que des accessoires domestiques, tels que radios, poêles électriques, moteurs électriques, en un mot, de tous les accessoires électriques ordinaires en usage et faire, de plus, le commerce des accessoires et des parties d'automobiles, le tout en gros ou en détail, sous le nom de "Lalancette Electric Limited", avec un capital de \$49,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100. chacune, et 190 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18080-o L. DÉSILETS,

Lalancette Electric Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1947, incorporating: Michel Lalancette, Philippe Lalancette, electricians, and Louis Georges Pothier, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in electric accessories in general and also in domestic accessories, such as radios, electric stoves, electric motors, in a word, all the ordinary electric accessories in use, moreover, to deal in automobile accessories and parts, the whole, wholesale and retail, under the name of "Lalancette Electric Limited", with a capital stock of \$49,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 190 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18080 Deputy Attorney General.

L'Association des Chemins d'Hiver de St-Grégoire, comté de Nicolet

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J.-Maurice Rouleau, médecin, Ernest Lamothe, camionneur, Maurice Béliveau, cultivateur, tous trois de Saint-Grégoire, Georges Lacroix, embouteilleur, de Sainte-Angèle-de-Laval, et Donat Proulx, cultivateur, de Nicolet, tous du district de Nicolet, pour les objets suivants:

Le droit d'entretenir des chemins d'hiver à Saint-Grégoire-le-Grand, Nicolet, et Sainte-Angèle-de-Laval et les environs, dans le comté de Nicolet, et notamment: posséder des machines, machineries à cette fin; faire généralement tous les actes nécessaires à cette fin, sous le nom de "L'Association des Chemins d'Hiver de St-Grégoire, Comté de Nicolet".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Grégoire, district de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18081-o L. DÉSILETS.

L'Association des Chemins d'Hiver de St-Grégoire, comté de Nicolet

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. J. Maurice Rouleau, physician, Ernest Lamothe, carter, Maurice Beliveau, farmer, all three of Saint-Grégoire, Georges Lacroix, bottler, of Sainte-Angèle-de-Laval, and Donat Proulx, farmer, of Nicolet, all of the district of Nicolet, for the following purposes:

The right to maintain winter roads of Saint-Grégoire-le-Grand, Nicolet, and Sainte-Angèle-de-Laval and the surroundings, in the county of Nicolet, and in particular: to own machines, machinery for such purpose; generally undertake all transactions required for such purpose, under the name of "L'Association des Chemins d'Hiver de St. Grégoire, Comté de Nicolet".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Saint-Grégoire, district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18081 Deputy Attorney General.

L'Association des Psychologues du Québec (The Psychological Association of the Province of Quebec)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Frances S. Alexander, Douglass Burns Clarke, Roland Vinette, professeurs, et Gilles-Yvon Moreau, psychologue, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

L'avancement de la psychologie comme science, comme profession et comme moyen de promouvoir le bien commun, sous le nom de "L'Associa-

L'Association des Psychologues du Québec (The Psychological Association of the Province of Quebec)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Frances S. Alexander, Douglass Burns Clarke, Roland Vinette, professors, and Gilles-Yvon Moreau, psychologist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

The advancement of psychology as a science, as a profession and as a means to promote public welfare, under the name of "L'Association des

tion des Psychologues du Québec" — (The Psychological Association of the Province of Quebec).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est, de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
18082-o L. DÉSILETS.

L'Association Récréative de L'Islet

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Guy, industriel, J.-Ernest Morin, chef de gare, Jean-Marie Bernier, Alphonse Castonguay, restaurateurs, Marcellin Létourneau, agent de manufacturier, Philippe Bélanger, marchand, et Léonard Poitras, industriel, tous de L'Islet, district de Montmagny, pour les objets suivants:

Fournir à ses membres et au public des divertissements honnêtes qui occupent agréablement leurs loisirs, sous le nom de "L'Association Récréative de L'Islet."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Islet, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
18083-o L. DÉSILETS.

Le Club Original Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Bédard, commis, Henry Bouchard, peintre, Paul-Victor Potvin, charretier, et Lionel Maltais, restaurateur, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Etablir et opérer un club social et athlétique dans la province de Québec, afin de donner aux membres du club une place exclusive et choisie pour se retirer, se reposer, et s'entraîner au point de vue intellectuel, social ou physique, et fournir un endroit choisi où les membres puissent emmener leurs amis, sous le nom de "Le Club Original Inc."

Les pouvoirs octroyés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

La corporation n'est pas autorisée à détenir un permis de Club de la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
18084-o L. DÉSILETS.

Psychologues du Québec" — (The Psychological Association of the Province of Quebec).

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18082 Deputy Attorney General.

L'Association Récréative de L'Islet

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Antoine Guy, manufacturer, J. Ernest Morin, station agent, Jean Marie Bernier, Alphonse Castonguay, restaurant keepers, Marcellin Létourneau, manufacturer's agent, Philippe Bélanger, merchant, and Léonard Poitras, manufacturer, all of L'Islet, district of Montmagny, for the following purposes:

To provide its members and the public with legitimate amusements as agreeable pastimes for their leisure moments, under the name of "L'Association Récréative de L'Islet".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at L'Islet, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18083 Deputy Attorney General.

Le Club Original Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Gustave Bédard, clerk, Henry Bouchard, painter, Paul Victor Potvin, carter, and Lionel Maltais, restaurant-keeper, all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To establish and operate a social and athletic club in the Province of Quebec, so as to give the members of the club an exclusive and select place for retirement, rest and training from an intellectual, social or physical viewpoint, and to provide select premises where the members may bring their friends, under the name of "Le Club Original Inc."

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

The corporation, shall not be authorized to hold a Club license from the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18084 Deputy Attorney General.

L'Entraide Policière

L'Entraide Policière

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Raoul Sirois, capitaine de la Police de la route, Georges Labrecque, lieutenant-détective, Jean-Charles Vanhoutte, gendarme, et Jos. Slythe, commis-sténographe, tous de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Raoul Sirois, Captain of Highway Police, Georges Labrecque, lieutenant-detective, Jean-Charles Vanhoutte, provincial policeman, and Jos. Slythe, clerk, stenographer, all of Quebec, for the following purposes:

Créer une association philanthropique, sociale, sportive et charitable; sous le nom de "L'Entraide Policière".

To create a philanthropic, social, sportive and charitable association, under the name of "L'Entraide Policière".

La corporation n'est pas autorisée à obtenir ou détenir un permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

The corporation is not authorized to secure or to hold a club license from the Quebec Liquor Commission.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 73, Grande-Allée, Cité de Québec.

The head office of the corporation will be at 73 Grande-Allée, city of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18085-o L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
18085 L. DÉSILETS.

Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.

Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation: Richard Alleyn, avocat, C. R., Gisèle Girard, célibataire, commis de bureau, tous deux de Québec, et Juliette Verret, célibataire, commis de bureau, de Loretteville, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1947, incorporating: Richard Alleyn, advocate, K. C., Gisèle Girard, spinster, office clerk, both of Quebec, and Juliette Verret, office clerk, spinster, of Loretteville, all of the district of Quebec, for the following purposes:

Faire en gros et en détail le commerce d'exportation, importation, expédition, achat et vente de peaux brutes, de peaux repassées et de toutes sortes de peaux d'animaux;

To carry on, wholesale and retail, the business of the exportation, importation, shipping, purchase and sale of rawhides, dressed hides and all kinds of animal pelts;

Manufacturer, exporter, importer, expédier et faire en gros et en détail le commerce de cuir, de chaussure et de toutes sortes d'articles pouvant être confectionnés en tout ou en partie de cuir, sous le nom de "Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

To manufacture, export, import, ship and deal, wholesale and retail, in leather, footwear and all kinds of articles capable of being made, in whole or in part, of leather, under the name of "Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Édouard, comté de Lotbinière, district de Québec.

The head office of the company will be at Saint-Édouard, county of Lotbinière, district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18086-o L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
18086 L. DÉSILETS.

Matane Development Inc.

Matane Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1947, constituant en corporation: Noël Picard, notaire, Juliette Tellier, sténographe, et Gilles Pelletier, artiste dramatique, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1947, incorporating: Noël Picard, notary, Juliette Tellier, stenographer, and Gilles Pelletier, dramatic artist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce général d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

To carry on a general business as real estate agents, in all the specialties thereof;

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, en son nom ou comme agent, tous les matériaux qui entrent dans tels travaux et constructions, notamment le bois de construction sous toutes ses formes, la céramique,

To produce, manufacture, buy, sell, import, export, exchange, in its own name or as agent, all the materials which may enter into such works and constructions, notably lumber, under all the forms thereof, ceramic, tiles, gas, lime, brick,

la tuile, le gaz, la chaux, la brique, l'asphalte, le plâtre, le sable, l'amiante, et autres produits en général; et pour ces fins, acquérir, exploiter, louer, vendre des concessions forestières et des scieries, des carrières, des sablières et autres mines des fonderies et autres industries, ateliers et manufactures, sous le nom de "Matane Development Inc."

Le capital-actions de la compagnie est de \$50,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18087-o L. DESILETS.

Newman Foundry Supplies Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation: William Fraser, Macklaier, avocat et conseil en loi du Roi, Henry Weir Davis, avocat, et Marion-Edna La Rocque, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter et autrement négocier et faire le commerce de toutes sortes d'outillage et accessoires de fonderie, comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents, de l'argile pour fonderie, sable, agglomérants pour noyaux, huile pour la fonte et lessiveuses pour noyaux et aucun et tous matériaux et produits y connexes ou s'y rapportant, sous le nom de "Newman Foundry Supplies Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres n'excédera pas vingt;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18088 L. DESILETS.

St-Maurice Knitting Mills Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente janvier 1947, constituant en corporation: Charles-Émile Bélanger, Philippe St-Jacques, Yvon Sirois, comptables agréés, et Rosario Vincent, Hector Simoneau, Marcel Landry et Laurent Letellier, comptables, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général qui consiste à manufacturer et à mettre sur le marché et à faire tout commerce y relatifs en rapport avec le commerce qui consiste à carder, filer, doubler, tisser, tricoter, préparer, lessiver, blanchir, teindre, adapter, mélanger, finir, convertir, cultiver, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de soie artificielle et/ou naturelle, du satin, coton, lin, chanvre, jute, laine, crin, soie et autres substances fibreuses, fils, fils de laine, marchandises en drap, tissus et autres textiles tissés, tricotés, crochetés, maillés, feutrés ou autrement, sous le nom de "St-Maurice Knitting Mills Limited". -

asphalt, plaster, sand, asbestos and other products in general; and for such purposes, to acquire, operate, lease, sell forest concessions and saw-mills, quarries, sand-pits and other mines, foundries and other industries, work-shops and factories, under the name of "Matane Development Inc."

The capital stock of the company will be, \$50,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Matane, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1947.

L. DESILETS,
18087 Deputy Attorney General.

Newman Foundry Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, incorporating: William Fraser Macklaier, advocate and King's Counsel, Henry Weir Davis, advocate, and Marion-Edna La Rocque, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export and otherwise deal in and with all kinds of foundry equipment and supplies including but without limiting the generality of the foregoing, foundry clay, sand, core-binding materials, foundry oils and core-wash and any and all materials and products allied therewith or by-products thereof, under the name of "Newman Foundry Supplies Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders or members shall not exceed twenty;

The head office of the Company will be at the City of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DESILETS,
18088-o Deputy Attorney General.

St-Maurice Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1947, incorporating: Charles-Émile Bélanger, Philippe St-Jacques, Yvon Sirois, chartered accountants, and Rosario Vincent, Hector Simoneau, Marcel Landry and Laurent Letellier, accountants, all of the City of Sherbrooke, District of St. Francis, for the following purposes:

To carry on a general manufacturing and merchandising business and any business incidental thereto, in connection with the business of carding, spinning, doubling, weaving, knitting, preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, compounding, finishing, converting, growing, manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing in artificial and/or natural silk, satin, cotton, flax, hemp, jute, wool, hair, silk and other fibrous substances, yarns, threads, cloths goods, fabric and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, under the name of "St-Maurice Knitting Mills Limited". -

Le montant du capital de la compagnie sera de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.

18089

L. DESILETS.

The amount of the capital stock of the company is to be \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100, each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Town of La Tuque, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1947.

L. DESILETS,

18089-o

Deputy Attorney General.

T. D. Dubuc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1947, constituant en corporation: Wilbrod Bhérec, Guy Pouliot, avocats, et Jacques Juneau, étudiant en droit, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et continuer à exploiter le commerce de "T. D. Dubuc Enrg.;"

Opérer un magasin à départements pour y vendre tous objets de consommation ou d'usage, sous le nom de "T. D. Dubuc Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$150,000, divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 216, rue Saint-Jean, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.

18090-o

L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, incorporating: Wilbrod Bhérec, Guy Pouliot, advocates, and Jacques Juneau, law student, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To acquire and continue the business of "T. D. Dubuc Enrg."

To operate a departmental store and to sell any consumable or serviceable goods in same, under the name of "T. D. Dubuc Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$150,000 divided into 1500 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 216 St. John Street, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

L. DESILETS,

18090

Deputy Attorney General.

The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, avocats, de la cité de Montréal, et Maurice Bourassa, avocat, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer et produire des lumières fluorescentes électriques;

Tous appareils et accessoires électriques, de quel que genre que ce soit;

Des paniers à linge en tôle perforée et d'une manière générale fabriquer tous produits de ce genre;

Travailler tous genres de métaux, ainsi que le verre, sous le nom de "The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

L'Assistant procureur général.

18091-o

L. DESILETS.

The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1947, incorporating: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, advocates, of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make and produce fluorescent electric lights;

All electric fixtures and appliances, of any nature whatsoever;

Clothes baskets made of perforated sheet iron and generally manufacture any products of this nature;

To work all kinds of metals, as well as glass, under the name of "The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L. DESILETS,

18091

Deputy Attorney General.

United Traders Corp'n Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-cinq janvier 1947, constituant en corporation: Félix-A. Labelle, commerçant, Jean-R. Labelle, comptable, de Montréal, district de Montréal, et Roger Beaudet, comptable, des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Acquérir et opérer le commerce actuellement fait à Montréal, P. Q. par Félix-A. Labelle, comme commerçant en gros et en détail, agent, manufacturier, importateur et exportateur, trafiquant et distributeur de toutes marchandises, matériaux, accessoires de machineries de toutes sortes;

Denrées, marchandises sèches, charbon, bois, ferronnerie, quincaillerie, bijouterie, argenterie, de rebut, de plomberie, d'accessoires électriques, de matériaux de construction de tous genres et espèces, de peinture, huile et vernis, de tous les outils et accessoires pour tous les métiers, de vaisselle et verrerie, meubles, poêles et nouveautés, de vêtements de toutes sortes, accessoires et équipements pour fins commerciales, industrielles ou domestiques, d'automobiles, de camions et équipement motorisé et d'accessoires d'automobiles, de machinerie de ferme, d'articles achetés de la corporation des Biens de Guerre, et agir comme voiturier pour le transport des dites marchandises, sous le nom de "United Traders Corp'n Ltd.", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18092-o L. DÉSILETS.

Villa Manrèse

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérends Pères Joseph Paré, Louis Telmosse et Vincent Colozza, prêtres, tous trois membres de la compagnie de Jésus, demeurant dans les cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Fins apostoliques, telles que la prédication, l'enseignement, la propagande de la doctrine religieuse et sociale de l'Église, l'impression, l'édition et la diffusion de publications de tous genres, comme aussi la fondation ou la direction d'autres œuvres similaires, toujours pour des fins apostoliques;

"Ester en justice";

Accepter, acquérir, posséder par tous les moyens reconnus par la loi, des droits de biens mobiliers et immobiliers pour une somme n'exécédant pas \$20,000.

Le nom corporatif de la présente société est "Villa Manrèse".

Le siège social de la corporation sera au numéro 100, chemin Ste-Foy, cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18093-o L. DÉSILETS.

Drolet & Drolet, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

fifth day of January, 1947, incorporating: Félix A. Labelle, trader, Jean R. Labelle, accountant, of Montreal, district of Montreal, and Roger Beaudet, accountant, of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To acquire and operate the business actually carried on at Montreal, P. Q., by Félix A. Labelle, as wholesale and retail trader, agent, manufacturer, importer and exporter, dealer in and distributor of all merchandises, materials, machinery accessories of every kind;

Wares, dry goods, coal, wood, ironware, hardware, jewellery, silverware, junk, plumbing supplies, electric accessories, building requisites of every kind and sort, paint, oil and varnish, and all tools and accessories for any trades, china and glassware, furniture, stoves and novelties, clothing of every kind, accessories and equipment for commercial, industrial or domestic purposes, automobiles, trucks, and automobile motor equipment and accessories, farm machinery, articles bought from the War Assets Corporation and to act as carrier for the transportation of said merchandises, under the name of "United Traders Corp'n Ltd.", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18092 Deputy Attorney General.

Villa Manrèse

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Fathers Joseph Paré, Louis Telmosse, and Vincent Colozza, priests, all three members of the Society of Jesus, residing in the city and district of Québec, for the following purposes:

Apostolic purposes, such as preaching, teaching, propagation of the religious and social doctrine of the Church, printing, editing and diffusion of publications of every kind, and also the foundation and direction of other similar works, always for apostolic purposes;

"Ester en justice";

Accept, acquire, own by any lawful means, movable and immovable property rights for an amount not exceeding \$20,000.

The corporate name of the present society is "Villa Manrèse".

The head office of the corporation will be at number 100 St. Foy Road, city and district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18093 Deputy Attorney General.

Drolet & Drolet, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1947, constituant en corporation: Marcel Drolet, électricien, Lucien Drolet et Roland Drolet, plombiers, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Conduire et exercer le commerce et l'industrie de plombiers et de couvreurs-ferblantiers; fabriquer des matériaux de plomberie et de ferblanterie; acheter ou vendre des appareils de système de chauffage et agir comme entrepreneurs-plombiers et entrepreneurs-généraux en construction;

Exercer le métier d'électricien, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce et installer tout système d'électricité quelconque, sous le nom de "Drolet & Drolet, Ltée, avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18104-o

L. DÉSILETS.

Pan Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1947, constituant en corporation: L.-Eugène Cantin, négociant, Simon-Georges Parent et Paul Chartrain, avocats, tous de la cité de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le métier de constructeur et d'entrepreneur en construction sous le nom de "Pan Construction Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18105-o

L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1947, incorporating: Marcel Drolet, electrician, Lucien Drolet and Roland Drolet, plumbers, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on the trade and business of plumbers and roofers-tinsmiths; to manufacture plumbers' and tinsmiths' supplies; buy or sell heating systems and apparatus and act as plumbing contractors and as general building contractors;

To carry on the trade of electrician, manufacture, buy, sell and deal in and install any electric system whatsoever, under the name of "Drolet & Drolet, Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1947.

L. DÉSILETS.

18104

Deputy Attorney General.

Pan Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1947, incorporating: L. Eugène Cantin, merchant, Simon-Georges Parent, and Paul Chartrain, advocates, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of builder and building contractor, under the name of "Pan Construction Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 5,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS.

18105

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Albert Nagley Ltd.

Albert Nagley Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Leymar Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 juin 1945, en celui de "Albert Nagley Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, changing the name of the company "Leymar Ltd.", incorporated by letters patent dated June 15th, 1945, into that of "Albert Nagley Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 8 janvier 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of January, 1947.

L'Assistant-procureur général,

18094

L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.

Allain & Company Limited

Allain & Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept janvier 1947, à la compagnie "Allain & Company Limited", ratifiant son règlement N° 22 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 200 actions

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Allain & Company Limited", ratifying its By-Law N° 22 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 200 additional common shares of the par value of \$100 each and of 200 preferred shares of the

privilégées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18095 L. DÉSILETS.

B. Wigdor Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Diamond Tea Gown Company (of Canada)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1930, en celui de "B. Wigdor Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18096 L. DÉSILETS.

**Canadian Cod Liver Oil Co. Limited
La Cie Canadienne d'Huile de Foie de Morue Limitée**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit janvier 1947 à la compagnie "Canadian Cod Liver Oil Co. Limited" — La Cie Canadienne D'Huile de Foie de Morue Limitée, ratifiant son règlement No 11 augmentant son capital de \$500,000 à \$750,000 par la création de 2500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18097 L. DÉSILETS.

Central America Import & Export Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un novembre 1946, à la compagnie "Central America Import & Export Co.", ratifiant son Règlement No 33 augmentant son capital de \$10,000 à \$49,900 par la création de 399 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
18098-o L. DÉSILETS.

Jack Spratt Mfg. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 7 janvier 1947: a) changeant le nom de la compagnie "Jack Spratt Children's Wear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 novembre 1944, en celui de "Jack Spratt Mfg. Inc."; b) ratifiant la résolution de la compagnie qui se lit comme suit:

"Changeant le lieu du siège social de la compagnie de Montréal à Windsor, Québec."

par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18095-o Deputy Attorney General.

B. Wigdor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Diamond Tea Gown Company (of Canada)", incorporated by letters patent dated December 12th, 1930, into that of "B. Wigdor Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18096-o Deputy Attorney General.

**Canadian Cod Liver Oil Co. Limited
La Cie Canadienne d'Huile de Foie de Morue Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec to the company "Canadian Cod Liver Oil Co. Limited" — "La Cie Canadienne D'Huile de Foie de Morue Limitée", ratifying its By-Law No. 11 increasing its capital from \$500,000 to \$750,000 by the creation of 2500 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18097-o Deputy Attorney General.

Central America Import & Export Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Central America Import & Export Co.", ratifying its By-law No. 33 increasing its capital stock from \$10,000 to \$49,900 by the creation of 399 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
18098 Deputy Attorney General.

Jack Spratt Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec: a) changing the name of "Jack Spratt Children's Wear Inc.", incorporated by letters patent dated November 27th, 1944, into that of "Jack Spratt Mfg. Inc."; b) ratifying the resolution of the company which reads as follows:

"Changing the locale of the head office of the Company from Montreal to Windsor, Quebec."

Daté du bureau du Procureur général, le 7 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18099 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18099-o Deputy Attorney General.

La Cie de Pouvoir de la Sarre Limitée
La Sarre Power Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 décembre 1946, à "La Cie de Pouvoir de la Sarre Limitée" — "La Sarre Power Company Limited", ratifiant son Règlement N° 101 refondant les 60,000 actions ordinaires sans valeur au pair composant le capital de la compagnie en 30,000 actions sans valeur au pair, et fixant à \$150,000. le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
18100-o L. DÉSILETS.

La Cie de Pouvoir de la Sarre Limitée
La Sarre Power Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of December, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Cie de Pouvoir de la Sarre Limitée" — "La Sarre Power Company Limited", ratifying its By-law No. 101 converting the 60,000 common shares without par value constituting the capital of the company into 30,000 shares without par value, and fixing at \$150,000 the amount with which the company may continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1946.

L. DÉSILETS,
18100 Deputy Attorney General.

Moresens Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Moresen Farms Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1945, en celui de "Moresens Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 9 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18101 L. DÉSILETS.

Moresens Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Moresen Farms Limited", incorporated by letters patent dated April 24th, 1945, into that of "Moresens Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18101-o Deputy Attorney General.

Raymond Lemieux, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente décembre 1946: a) changeant le nom de la compagnie "Raymond Lemieux Oil Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 décembre 1942, en celui de "Raymond Lemieux, Inc."; b) étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 décembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
18102 L. DÉSILETS.

Raymond Lemieux, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of December, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec: a) changing the name of the company "Raymond Lemieux Oil Ltd.", incorporated by letters patent dated December 19th, 1942, into that of "Raymond Lemieux, Inc."; b) extending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1946.

L. DÉSILETS,
18102-o Deputy Attorney General.

The Quebec Veneer Industries Company Limited
Les Industries de Placage de Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 janvier 1947, à la compagnie "The Quebec Veneer Industries Company Limited" — "Les Industries de Placage de Québec Limitée" ratifiant son Règlement No 4 convertissant et subdivisant les 990 actions ordinaires et privilégiées composant le capital de la compagnie en actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en actions privilégiées d'une valeur au pair de \$90 chacune, déterminant les privilèges

The Quebec Veneer Industries Company Limited
Les Industries de Placage de Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Quebec Veneer Industries Company Limited" — "Les Industries de Placage de Québec Limitée", ratifying its By-law No. 4, converting and subdividing the 990 common and preferred shares composing the capital stock of the company into common shares of a par value of \$10 each and into preferred shares of a par value of \$90 each, fixing the privileges attached to these

attachés à ces nouvelles actions privilégiées, et modifiant les lettres patentes originaires en y insérant une clause concernant le transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18103-o L. DESILETS.

new preferred shares and amending the original letters patent by inserting therein a clause respecting the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1947.

18103 L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, cour supérieure, N° 9131. Dame Blanche Gauvin, de la cité du Cap de la Madeleine, district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Noël Doucet, électricien du même lieu, demanderesse, vs Le dit Noël Doucet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de février 1947.

Trois-Rivières, le 21 février 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
18106-o LÉON MÉTHOT.

Province de Québec, district de Roberval, cour supérieure, N° 11812. Dame Marie Ange Gilbert, épouse de Aimé Leclerc, journalier de Mistassini, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Ledit Aimé Leclerc, journalier de Mistassini, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 février 1947.

Ce, 22 février 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
18107-o W. H. GIRARD.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 9131. Dame Blanche Gauvin, of the city of Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, wife common as to property of Noël Doucet, electrician, of the same place, plaintiff; vs the said Noël Doucet, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 10th day of February, 1947.

Trois-Rivières, February 21, 1947.
LÉON MÉTHOT,
18106 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No. 11812. Dame Marie Ange Gilbert, wife of Aimé Leclerc, laborer, of Mistassini, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Aimé Leclerc, laborer, of Mistassini, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 22nd of February, 1947.

This 22nd day of February, 1947.
W. H. GIRARD,
18107 Attorney for plaintiff.

Assemblée

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Railway Company sera tenue à la chambre 50, Édifice Canada Life, 275 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, mardi le 25 mars 1947, à 12.15 p.m. aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du bureau de direction et nommer des vérificateurs. Considérer et, si jugé convenable, ratifier et confirmer un règlement tarifaire adopté par les directeurs ratifiant les taux des prix de passage existant et les taux du fret et des messageries actuellement en vigueur et effectifs sur les lignes de la compagnie, à l'exception du taux N° F. 1 émis le 1er juillet 1922, lequel a été abrogé et remplacé à compter du 15 mai 1946 par le taux N° F. 17, réduisant les taux sur certaines catégories de fret. Et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée.

Ottawa, Ontario, le 3 mars 1947.

18145 Le Secrétaire,
A. S. CLERKE.

Meeting

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room 50, Canada Life Building, 275 St. James Street, West, Montreal, Quebec, on Tuesday, the 25th day of March, 1947, at 12.15 p.m., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors, and the appointment of Auditors. To consider and, if deemed advisable, ratify and confirm a Tariff By-Law adopted by the Directors, ratifying existing tariffs of passenger fares and all freight or express tolls presently in force and effect on the Company's line, with the exception of Tariff No. F. 1 issued July 1st, 1922 which has been abrogated and replaced, effective May 15th, 1946, by Tariff No. F. 17 reducing tolls on certain classifications of freight. And for the transaction of such other business as may properly be brought before the Meeting.

Ottawa, Ontario, 3rd March, 1947.

18145-o A. S. CLERKE,
Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

FRANKLYN-FAIRWAY LIMITED

FRANKLYN-FAIRWAY LIMITED

Sommaire du règlement N° 8

Summary of By-Law No. 8

Attendu que la compagnie a discontinué ses opérations, sauf aux fins de la liquidation de ses affaires, et qu'il a été pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes et obligations, il a été décrété par les directeurs comme règlements N° 8 de la compagnie, dûment approuvé par les actionnaires, que l'actif de la compagnie soit liquidé et distribué aux actionnaires.

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations which have not been provided for or protected, it was enacted by the directors as by-law No. 8 of the Company, duly approved by the shareholders, that the assets of the Company be realized and duly distributed among the shareholders of the Company.

Passé à Montréal, le 16 septembre 1946.

Enacted at Montreal the 16th day of September 1946.

FRANKLYN-FAIRWAY LIMITED,

FRANKLYN-FAIRWAY LIMITED,

Le Secrétaire,

R. W. G. JOHNSON,

R. W. G. JOHNSON.

Secretary.

18108-o

18108-o

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Patronale de la Coiffure de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 février 1947.

The formation of an association under the name of "L'Association Patronale de la Coiffure de Québec Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 25, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

18109-o

JEAN BRUCHÉSI.

18109

Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joachim-Yamaska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 février 1947.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joachim-Yamaska" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 11, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Joachim, comté d'Yamaska.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Joachim, county of Yamaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

18110-o

JEAN BRUCHÉSI.

18110

Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de la Wabasso Cotton de Shawinigan Falls Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1947.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de la Wabasso Cotton de Shawinigan Falls Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan Falls, comté de St-Maurice.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan Falls, county of St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

18111-o

JEAN BRUCHÉSI.

18111

Under Secretary of the Province.

NOTIONS INC.

Règlement N° 22

Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre.

Il a été proposé par M. William Kostiner, secondé par M. Gabriel Kostiner et résolu.

Que la modification aux règlements telle que contenue dans le règlement numéro 22, augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre, décrété par les actionnaires à leur assemblée tenue en ce jour est, par les présentes, approuvée, confirmée et ratifiée.

Montréal, 21 novembre 1946.

Le Secrétaire,

18112 GABRIEL KOSTINER.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rimouski, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,

18113-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Colombien de Sherbrooke", en date du 20 mai 1946, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

18114-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Professionnel des Producteurs de Lait de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Drummondville, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,

18115-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Mont St-Michel", en date du 12 janvier 1947, dont le siège social est situé à Mont St-Michel, comté de Labelle, et que ce document a

NOTIONS INC.

By-Law No. 22

Increasing the number of Directors from three to four.

Moved by Mr. William Kostiner seconded by Mr. Gabriel Kostiner and resolved.

That the amendment to the By-Laws as contained in By-Law number 22 increasing the number of the Directors from three to four, enacted by the Shareholders at their meeting held this day, and the same is hereby approved, confirmed, and ratified.

Montreal, November 21st, 1946.

GABRIEL KOSTINER,

18112-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rimouski, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,

18113 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Colombien de Sherbrooke" under date the 20th day of May, 1946, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of February, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

18114 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Producteurs de Lait de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 24, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI.

18115 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Mont St-Michel" under date the twelfth day of January, 1947, whereof the head office is at Mont St-Michel.

été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18129-0 JEAN BRUCHÉSI.

ELECTRICAL HOME, LTD.

Règlement N° 2

Concernant le changement du siège social de la compagnie.

A une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée à cet effet, à laquelle étaient présents tous les actionnaires de la compagnie, et tenue le 16 novembre 1946.

Il a été ordonné et statué par règlement de la compagnie ce qui suit:

Le bureau principal de la compagnie sera changé et il sera transporté de la ville de Huntingdon, siège social mentionné dans les lettres patentes constituant Electrical Home, Ltd. en corporation, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, au numéro civique 15 de la rue St-Laurent, dans ladite cité.

Le Président,
18130-0 J. A. GOSSELIN.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 26 février 1947.

Aujourd'hui, à neuf heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

34 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947, et pour d'autres fins.

35 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins du service public.

A ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills."
18139-0

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Pêcheurs d'Aguanish", en date du 26 janvier 1947, dont le siège social est situé à Aguanish, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18140-0 JEAN BRUCHÉSI.

county Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18129 Under Secretary of the Province.

ELECTRICAL HOME, LTD.

By-Law No. 2

Concerning the change of head office of the company.

At a special general meeting of the shareholders of the company duly called for such purpose, at which were present all the shareholders of the company, and held on November 16, 1946.

It was ordered and enacted by by-law of the company as follows:

That the head office of the company be changed and it will be moved from the town of Huntingdon, head office mentioned in the letters patent incorporating Electrical Home, Ltd. in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, to civic number 15 St-Laurent Street, in the said city.

J. A. GOSSELIN,
18130 President.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 26th of February, 1947

This day, at half past nine in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

34 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1947, and for other purposes.

35 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1948, and for other purposes connected with the public service.

To these bills the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to these bills."
18139-0

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Pêcheurs d'Aguanish", under date the twenty-sixth day of January, 1947, whereof the head office is at Aguanish, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of February, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18140 Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la Compagnie des Tramways de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte dans le but d'éliminer tout doute quant à son pouvoir de créer, d'émettre et de garantir et de renouveler, rembourser ou remplacer en tout temps des obligations ou autres valeurs et d'édicter la façon dont son réseau de tramways et ses accessoires peuvent être décrits dans tout acte de fidéicommissaires garantissant ces obligations ou autres valeurs.

Montréal, le 3 mars 1947.

Les Agents de la pétitionnaire.

LÉTOURNEAU, TANSEY, MONK, DE GRANDPRÉ,
18131-10-4-o LIPPÉ & TREMBLAY.

AVIS

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier donnent avis qu'ils demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi dans le but de créer et d'organiser "La Commission des Ecoles Catholiques de Lachine", devant couvrir tout le territoire de la cité de Lachine et remplacer les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très Saint-Sacrement dans le comté de Jacques Cartier, ladite loi devant comprendre des stipulations ou clauses particulières relatives à l'absorption ou remplacement des deux commissions scolaires susdites (actif et passif) par la nouvelle Commission, au mode d'administration desdites deux commissions scolaires entre le présent avis et leur remplacement, au nombre et à l'élection des nouveaux commissaires et des nouveaux officiers et à la perception de toutes taxes scolaires par la Corporation de ladite cité de Lachine.

Montréal, 4 mars 1947.

Les Procureurs des Commissaires d'écoles
pour la municipalité de la cité de Lachine.
18132-10-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON &
BEAULIEU.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Marino Paparelli, Industriel, Alberto Severo Biffi, Agent, Nicola Frascarelli, constructeur, Gustavo d'Errico, Secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, et Enrico Pasquale, industriel, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, s'adresseront à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session pour la passation d'une Loi les constituant en Corporation sous le nom de "Casa D'Italia — Maison d'Italie", en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec (Chap. 276 S.R.Q. 1941), dans un but éducationnel, charitable, artistique et social dans la Province de Québec. La dite requête demandera aussi que la corporation connue sous le nom de "Casa D'Italia — Maison d'Italie", incorporée par lettres patentes de la Province de Québec, daté du 16 août, 1935, soit déclarée éteinte, et que la nouvelle corporation, créée, par la dite Loi, soit déclarée la seule, légale et véritable propriétaire, depuis le 12 août, 1935, de tout l'actif, et de tous les privilèges et conces-

Applications to Legislature

Public Notice is hereby given that Montreal Tramways Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present session for the passing of an act amending its charter so as to clarify its power to create, issue and secure and, from time to time, to renew, refund or replace bonds or other securities, and to provide for the manner in which its tramway system and the accessories thereof may be described in any trust deed securing such bonds or other securities.

Montreal, March 3rd, 1947.

LÉTOURNEAU, TANSEY, MONK, DE GRANDPRÉ
LIPPÉ & TREMBLAY,
18131-10-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

The school commissioners for the municipality of the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the purpose of creating and organizing "The Catholic School Commission of Lachine" the same covering the whole of the territory of the city of Lachine and replacing the school commissioners for the municipality of the city of Lachine and the school commissioners for the municipality of Très Saint Sacrement in the county of Jacques-Cartier, the said Act to comprise the special stipulation or clauses relating to the absorption or replacing of two aforesaid school commissions (assets and liabilities) by the new Commission, the mode of administration of the two said school commissions between the present notice and their replacing, the number and election of the new commissioners and the new officers and the collection of all school taxes by the Corporation of the said city of Lachine.

Montréal, March 4, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,
Attorneys for the School Commissioners
18132-10-4 of the municipality of the city of
Lachine.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Marino Paparelli, Industrialist, Alberto Severo Biffi, agent, Nicola Frascarelli, Contractor, Gustavo d'Errico, Secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, and Enrico Pasquale, Industrialist, of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, will present to the Legislative Assembly and to the Legislative Council of the Province of Quebec, at the present or forthcoming Session thereof, a Petition for the passing of an Act constituting them into a corporation under the name of "Casa d'Italia — Maison d'Italie", under the provisions of Part 3, of the Quebec Companies' Act (Chapter 276 R.S.Q. 1941), to carry on objects of an educational, charitable, artistic and social nature in the Province of Quebec. The said Petition will further request that the corporation known as the "Casa d'Italia — Maison d'Italie", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated August 16, 1935, be declared extinct, and that the new corporation created by the said Act be declared the sole, lawful and true owner, as of August 12, 1935, of all the

sions de la dite "Casa d'Italia — Maison d'Italie", et inclus l'immeuble désigné dans l'acte passé devant le Notaire Jean Beaudoin, le 12 août 1945, et enregistré sous le N° 13,554 du répertoire de ses minutes, et enregistré le 15 août, 1935, sous le N° 378,864, à la division d'enregistrement des cité et district de Montréal.

Daté à Montréal, dans la Province de Québec, ce 28ième jour de Février, 1947.

Les Avocats des Requérents,
J. P. LANCTOT, C.R., MARIO-E. LATTONI, C.R.
18141-10-4-o

AVIS

Avis est présentement donné que la ville de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander la passation d'une loi ratifiant, confirmant et rendant obligatoire un contrat en date du 26 février 1947 entre la ville de Pointe-Claire et le Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, concernant la mise en opération et l'entretien par la ville de Pointe-Claire d'un système d'eau et d'égouts pour un projet de maisons d'habitation situées dans la paroisse de Pointe-Claire sur les lots Nos 108 et 109 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, le raccordement desdits systèmes d'eau et d'égouts à ceux de la ville et diverses améliorations à ces derniers.

Montréal, 5 mars 1947.

Les Procureurs de la requérante,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
18149-10-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Les Religieux de Sainte-Croix constitués en corporation par la loi 25-26 Geo. V, chapitre 152, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour amender leur charte de manière

- a) à changer leur nom pour le suivant: "La Province Canadienne des Pères de Sainte-Croix."
- b) à céder et transporter, par donation ou autrement, tous immeubles et propriétés à "La Corporation des Frères de Sainte-Croix".

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs des requérants,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18022-9-4-o et GODARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les révérends frères Ferdinand Meloche, provincial, Lucien Crête, assistant provincial, Henri Dureau, économiste provincial, L.-Alfred Gingras, secrétaire, Ovila Laplante, conseiller, tous religieux de la Congrégation de Sainte-Croix, domiciliés dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Corporation des Frères de Sainte-Croix" avec droits et privilèges de corporation civile.

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs des requérants,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18021-9-4-o et GODARD.

assets, privileges and concessions of the said "Casa d'Italia — Maison d'Italie", including the immovable property described in the deed passed before Notary Jean Beaudoin, on August 12, 1935, and registered under No. 13,554 of his minutes and on August 15, 1935, under No. 378,864 in the Registry Division of the City and District of Montreal.

Dated at Montreal, Province of Quebec, this 28th. day of February, 1947.

J. P. LANCTOT, K.C., MARIO-E. LATTONI, K.C.,
18141-10-4-o Attorneys for the Petitioners.

NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Pointe-Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act ratifying, confirming and rendering obligatory an agreement dated 26th February, 1947 between the town of Pointe-Claire and the Director, The Veterans' Land Act, concerning the operation and maintenance by the town of Pointe-Claire of the water and sewer systems of a housing project located in the parish of Pointe-Claire on Lots Nos. 108 and 109 on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish, the connection of such water and sewer systems to the Town's own systems and the making of certain improvements in the latter.

Montreal, March 5th, 1947.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
18149-10-4-o Attorneys for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Les Religieux de Sainte-Croix" incorporated in virtue of the Act 25-26 Geo. V, chapter 152, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for amendment to its charter, so as to:

- a) change their name for the following: "La Province Canadienne des Pères de Sainte-Croix";
- b) assign and convey, by donation or otherwise, all immovables and properties to "La Corporation des Frères de Sainte-Croix".

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
GODARD,
18022-9-4 Attorneys for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Reverend Brothers Ferdinand Meloche, provincial, Lucien Crête, assistant provincial, Henri Dureau, provincial burzar, L. Alfred Gingras, secretary, Ovila Laplante, counsellor, all religious of "La Congrégation de Sainte-Croix", domiciled in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to incorporate them as a corporation, under the name of "La Corporation des Frères de Sainte-Croix", with the rights and privileges of a civil corporation.

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
GODARD,
18021-9-4 Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, corporation constituée par 6 Geo. V, 1916, chapitre 90, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte de manière à porter à \$500,000.00, en sus de l'immeuble qu'elle occupe actuellement, la valeur des propriétés immobilières que la Corporation a le droit d'acquérir et de posséder, et à toutes autres fins.

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs de la requérante,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18023-9-4-o et GODARD.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal", a corporation incorporated under 6 Geo. V, 1916, chapter 90, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for amendment of its charter so as to increase to \$500,000 over and above the immovable actually occupied by it, the value of the immovable property which the corporation is entitled to acquire and own, and for any other purposes.

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
18023-9-4 GODARD.
Attorneys for petitioner.

AVIS

Marcel Gaumond, employé civil de la cité de Québec, après avoir obtenu le consentement du Conseil Général du Barreau de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa session actuelle, en vue d'obtenir une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat après qu'il aura subi avec succès un examen oral seulement.

Le Procureur,
18035-9-4-o GÉRARD LEMAY, K. C.

NOTICE

Marcel Gaumond, civil servant, of the city of Quebec, after having secured the consent of the General Council of the Bar of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of the profession of advocate, after his having successfully passed an oral examination only.

GÉRARD LEMAY, K. C.
18035-9-4 Attorney.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes donné que messieurs les abbés Joseph Lacroix, supérieur du petit séminaire de St-Georges, Édouard Beaudoin, curé de la paroisse de St-Georges, Philippe Auguste Légré et Eugène Garant, tous deux professeurs du petit séminaire de St-Georges, s'adresseront à la Législature, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de: "La corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce", avec tous les pouvoirs requis pour atteindre leurs fins.

Québec, le 24-février, 1947.
Le Procureur des pétitionnaires,
18044-9-4-o PAUL-E. BAILLARGEON.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend abbés Joseph Lacroix, superior of the "Petit Séminaire de St-Georges", Édouard Beaudoin, parish priest of St-Georges, Philippe Auguste Légré and Eugène Garant, both professors of the "Petit Séminaire de St-Georges", will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an Act incorporating them as a corporation under the name of: "La corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce", with all the powers required to attain their purposes.

Québec, February 24, 1947.
PAUL E. BAILLARGEON,
18044-9-4 Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que la Corporation de la Ville de St-Joseph de Sorel et les Commissaires d'École de la Corporation Scolaire Filiatrault St-Joseph de Sorel, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés entre ces deux corps publiques et Sorel Industries Limited pour la fixation pour une période de dix ans de toutes taxes à être payées par ladi e compagnie.

Québec, 12 février 1947.
Les Procureurs des Requérants,
17952-8-4-o MARCEL PICHE &
JEAN BLAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the Corporation of the city of St-Joseph de Sorel and the School Commissioners of the School Corporation Filiatrault St-Joseph de Sorel that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act sanctioning certain resolutions and certain contracts passed between these two public bodies and Sorel Industries Limited relating to the fixation for a period of ten years of all taxes to be paid by said company.

Québec, February 12, 1947.
MARCEL PICHE &
17952-8-4-o JEAN BLAIS,
Solicitors for Petitioners.

AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Bourlamaque, incorporée par la Loi 24, George V, chap. 102, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour modifier la charte de la ville de manière à ce que le conseil puisse, par résolution, nommer un gérant de la

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bourlamaque, incorporated by the Act 24, George V, ch. 102, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to amend the Charter of the Town to provide that the Council may by resolution appoint a Town Manager and to define

ville et définir les devoirs de ce gérant; et pour d'autres fins.

Ville de Bourlamaque, 18 février 1947.

Les Procureurs de la ville de Bourlamaque,

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER.
17947-8-4

the duties of such Manager, and for other purposes.

Town of Bourlamaque, February 18th, 1947.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER,
Attorneys for the Town of Bourlamaque.
17947-8-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les fiduciaires suivants de la Corporation de l'Université du Collège Bishop, savoir G. H. Montgomery, C.R., Chancelier, l'hon. D.-C. Abbott, C.R., John Bassette, D.-C. Coleman, A.-S. Johnson, W.-C.-J. Meredith, C.R., John Molson, Walter Molson, A.-A. Munster, H.-A. Norton, John-H. Price, W.-B. Scott, C.R., P.-H. Scowen, H.-H. Smith, G.-M. Stearns, A.-C.-M. Thomson, C.R., et G.-H. Tomlinson, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un amendement à la Charte de la dite Corporation, le Statut 7 Vic. ch. 49, tel qu'amendé, à l'effet de faire disparaître le pouvoir de veto conféré par l'article II de la Loi 7 Vic. Ch. 49 et par 16 Vic. Ch. 60; d'édicter que le Président devra convoquer des assemblées générales spéciales de la Corporation sur de mande écrite signée par au moins cinq de ses membres; et d'édicter aussi spécifiquement qu'à partir du 1er janvier, 1947, les membres de la Corporation seront nommés par le Président à même une liste plus considérable de noms recommandés par un comité.

Montréal, 20 février, 1947.

Les Procureurs des Requérants,
MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER.
17963-8-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alfred Lafond, comptable public, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa présente Session, l'adoption d'une loi déclarant son éligibilité à l'Institut des Comptables Agréés de Québec en vertu de l'article 26 de la loi 10 Geo. VI, ch. 47.

Montréal, 12 février 1947.

Les Procureurs du Pétionnaire,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.
17888-7-4-o

AVIS PUBLIC

Avis vous est par les présentes donné que la Corporation de la Municipalité de la Station-du-Côteau, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet d'annexer au territoire actuel de la municipalité, certaines terres et terrains faisant actuellement partie du territoire de la municipalité de St. Polycarpe et de la paroisse de St-Ignace-du-Côteau-du-Lac lesquels terres et terrains sont amplement décrits dans le projet de loi susdit.

Station du Côteau, ce 11ième jour de février, 1947.

Les Procureurs de la Corporation
de la Municipalité de la Station-du-Côteau,
NANTEL & NANTEL, 10, ouest, rue St. Jacques,
17868-7-4-o Montréal.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the following Trustees of the Corporation of the University of Bishop's College, namely G. H. Montgomery, K.C., Chancellor, Hon. D. C. Abbott, K.C., John Bassett, D. C. Coleman, A. S. Johnson, W. C. J. Meredith, K.C., John Molson, Walter Molson A. A. Munster, H. A. Norton, John H. Price, W. B. Scott, K.C., P. H. Scowen, H. H. Smith G. M. Stearns, A. C. M. Thomson, K.C., and G. H. Tomlinson, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the amendment of its Charter, the Act 7 Vic. c. 49 as amended, by removing the power of veto conferred by Section II of the Act 7 Vic. c. 49 and by 16 Vic. c. 60; by providing that the President shall be required to convene special general meetings of the Corporation on receipt of a written requisition signed by not less than five of its members; by providing that the President and Vice-President shall be elected by the Corporation from amongst its members; and by providing specifically that as and from the 1st January, 1947 members of the Corporation shall be appointed by the President from a larger number of names recommended by a committee.

Montreal, February 20th, 1947.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER,
Solicitors for the Applicants.
17963-8-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alfred Lafond, public accountant of the city and district of Montreal, will petition the Quebec Legislature, at its present Session, for the passing of a law declaring his eligibility to the Institute of Chartered Accountants of Quebec, in virtue of section 26 of the law 10 Geo. VI, ch. 47.

Montreal, February 12, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,
Attorneys for Petitioner.
17888-7-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Municipality of Côteau Station, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of annexing to the actual territory of the municipality, certain lands and farmlands actually forming part of the territory of the Municipality of St-Polycarpe and of the parish of St-Ignace-du-Côteau-du-Lac, the said lands and farmlands being more amply described in the aforesaid Bill.

Côteau Station, this 11th day of February, 1947.

NANTEL & NANTEL, 10 St. James Street West,
Montreal,
Attorneys for the Corporation of the Municipality of Côteau Station.
17868-7-4

Province de Québec — District de Montréal Province of Quebec — District of Montreal

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Lawrence Maurice Wilson, publiciste, domicilié dans la cité de New York, État de New York, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendante, en autant qu'il est concerné, les articles 2 et 6 de la loi 10 Geo. VI, chapitre 110.

Montréal, 11 février 1947.

Les Procureurs de Lawrence Maurice Wilson,
17869-7-4-o HYDE & AHERN.

Notice is hereby given that Lawrence Maurice Wilson, Publicist, domiciled in the City of New York, State of New York, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act to amend, insofar as he is concerned, Section 2 and 6 of the Act 10 Geo. VI, Chapter 110.

Montreal, February 11th, 1947.

HYDE & AHERN,
Attorneys for Lawrence Maurice Wilson
17869-7-4-o

AVIS PUBLIC

La cité de Québec donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendante sa charte, la loi 19 Geo. V, chap. 95, pour demander l'autorisation de contracter certains emprunts nécessaires pour l'exécution de travaux publics dans les limites de son territoire et pour l'achat d'outillage nécessaire pour le Service des Incendies; pour être autorisée à céder gratuitement à la Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Québec des terrains requis pour la construction d'immeubles destinés à de nouvelles paroisses; pour être autorisée à céder gratuitement aux Missionnaires Oblats certains terrains en vue de la construction d'un centre paroissial dans St-Sauveur de Québec; pour être autorisée à verser un octroi annuel pour l'établissement et le maintien d'un refuge de nuit, pour venir en aide à The Quebec Literary Institute; pour fixer l'évaluation municipale de certains immeubles dans la cité; pour ratifier le contrat passé entre la cité et War Assets Corporation pour l'achat des usines de St-Malo et fixer l'évaluation municipale de ceux de ses immeubles qui ont été vendus; pour déterminer les pouvoirs de taxation de la cité sur les compagnies d'assurance; pour augmenter à \$50,000.00 l'octroi annuel que la cité est autorisée à donner à l'Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie; pour obtenir certains pouvoirs lorsque la cité décide de faire le pavage des ruelles; pour être autorisée à faire des contrats pour la fourniture de l'eau de l'aqueduc en dehors de son territoire; pour déterminer de quelle façon sera constituée la Commission de l'Exposition de Québec; pour préciser davantage les devoirs du greffier de la cour du Recorder, et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt public de la Cité.

Québec, le 12 février, 1947.

Les Procureurs de la cité de Québec,
17873-7-4-o PELLETIER & GODBOUT.

PUBLIC NOTICE

The city of Quebec gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter the Act 19 Geo V, chap. 95, to request authorization to contract certain loans required for the execution of public works within the limits of its territory and for the purchase of equipment required by the Fire Department; to be authorized to cede gratuitously to the Quebec Roman Catholic Archiepiscopal Corporation (Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Québec) the land required for the building of immovables destined for new parishes; to be authorized to cede gratuitously to the Oblate Missionaries (Missionnaires Oblats) certain lands for the building of a parish centre in St-Sauveur de Quebec; to be authorized to give an annual grant for the establishment and maintenance of a night refuge, to assist The Quebec Literary Institute; to fix the municipal valuation of certain immovables in the city, to ratify the contract passed between the city and War Assets Corporation for the purchase of the St-Malo plants and fix the municipal valuation on such immovables of same as have been sold; to determine the powers of taxation of the city on insurance companies; to increase to \$50,000 the annual grant which the city is authorized to give to the Municipal Tourist and Trade Bureau (Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie); to obtain certain powers when the city decides to undertake the paving of lanes; to be authorized to enter into contracts for the supplying of water from the waterworks beyond its territory; to determine how the Quebec Exhibition Commission (Commission de l'Exposition de Québec) shall be constituted; to specify more clearly the duties of the Clerk of the Recorder's Court, and any other amendments which may be of public interest to the city.

Québec, February 12, 1947.

PELLETIER & GODBOUT,
17873-7-4 Attorneys for city of Quebec.

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est, par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Brome, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Mansonville et que son principal siège d'affaires est à Mansonville dans la municipalité du canton de Potton.

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Brome, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Mansonville" and that its principal place of business is at Mansonville in the municipality of the township of Potton.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-huitième jour de février 1947.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
18134-0 JULES SIMARD,

The purpose of the association is the improvement and expansion of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for improvement work on farms.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this twenty-eighth day of February, 1947.

JULES SIMARD,
18134 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-1

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 22 janvier 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec.

Présent: MM. Dr Émile Nadeau, président, Gilbert McMillan, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126), la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec décreète ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance, les mots "marchand de lait" signifient toute personne, société, association, compagnie ou corporation achetant ou recevant des cultivateurs ou autres producteurs, du lait ou de la crème pour les revendre à l'état nature dans les régions sujettes aux ordonnances de la Commission.

2° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs.

a) le ou avant le 15 du mois, le prix du lait livré du 16 au dernier jour inclusivement du mois précédent;

b) le ou avant le dernier jour du mois, le prix du lait livré du 1er au 15 inclusivement du mois courant.

3° Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance, qui entrera en vigueur le 1er mai 1947, dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT McMILLAN,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

18142-0

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 47-Sp-1

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, January 22nd, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Gilbert McMillan, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, Legal adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Pursuant to the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126), the Dairy Industry Commission enacts the following:

1. In the present order, the words "milk dealer" mean any person, partnership, association, company or corporation purchasing or receiving milk or cream from farmers or other producers to resell them in their natural state in the regions subject to the orders of the Commission.

2. Every milk dealer must pay directly to his producers-suppliers:

a) on or before the 15th of each month, the price of milk delivered from the 16th to the last day of the preceding month inclusively;

b) on or before the last day of the month, the price of milk delivered from the 1st to the 15th of the current month inclusively.

3. The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*. The present order shall come into force on May 1st, 1947.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
GILBERT McMILLAN,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

18142-0

Département de l'Instruction publique

N° 1336-46

Québec, le 4 mars 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Polycarpe, dans le

Department of Education

No. 1336-46

Quebec, March 4, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Polycarpe, in the

comté de Soulanges, les lots Nos 403, 404, 405 et 480 du cadastre officiel de la paroisse de St-Polycarpe et de les annexer à celle du village de St-Polycarpe, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18133-10-2-o J. P. LABARRE.

county of Soulanges, lots Nos. 403, 404, 405 and 480 of the official cadastre for the parish of St-Polycarpe, and to annex them to that of the village of St-Polycarpe, same county.

J. P. LABARRE,
18133-10-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village de Waterloo, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 373, 374, 375, 376 et 377 sont annulés et les lots 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057 et 1058 sont ajoutés conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 20 février 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Le Sous-Ministre,
18116-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the village of Waterloo, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that a part of lots 373, 374, 375, 376 and 377 is cancelled and lots 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057 and 1058 are added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 20th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

18116-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau — région du Lac St-Jean, établi en exécution du décret numéro 810, du 10 mars 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 367, du 26 février 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 mars 1947 au 18 mars 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, leurs fonctions, leurs années de service, les heures de travail, l'argent

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, formed under decree No. 810, of March 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 367, of February 26, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from March 18, 1947, to March 18, 1948, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 810, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll.

b) The artisans governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed in the said decree for the journeymen receiving the lowest pay, according to their occupation.

c) The employees governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the hours of labour, the money collected during

perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues par le Comité paritaire des employés de Commerce et de Bureau — région du Lac Saint-Jean, pour la période comprise entre le 18 mars 1947 et le 18 mars 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE ET DE BUREAU — RÉGION DE LAC SAINT-JEAN

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 18 mars 1947 et le 18 mars 1948.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$2,700.00
Salarié	2,700.00
Artisans	250.00
Recettes diverses	150.00
	\$5,800.00

Dépenses:

Salaires	\$2,800.00
Frais de déplacement de l'inspecteur ..	400.00
Dépenses de l'inspecteur	300.00
Loyer et téléphone	275.00
Frais légaux	125.00
Vérification	40.00
Papeterie	150.00
Taxes	25.00
Assurances	25.00
Frais de déplacement des délégués ...	250.00
Jetons de présence	1,000.00
Timbres, assurance-chômage, délégations et divers	410.00
	\$5,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mars 1947. 18146-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amen-

the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together, with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, for the period comprised between March 18, 1947, and March 18, 1948.

PARITY COMMITTEE OF COMMERCE AND OFFICE EMPLOYERS — LAKE ST. JOHN DISTRICT

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 18, 1947, and March 18, 1948.

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$2,700.00
Employees	2,700.00
Artisans	250.00
Various receipts	150.00
	\$5,800.00

Expenses:

Salaries	\$2,800.00
Travelling expenses of the inspector ..	400.00
Expenses of the Inspector	300.00
Rent and telephone	275.00
Legal fees	125.00
Audition	40.00
Stationery	150.00
Taxes	25.00
Insurance	25.00
Travelling expenses of delegates	250.00
Meeting expenses	1,000.00
Stamps, unemployment insurance, delegations and miscellaneous	410.00
	\$5,800.00

GÉRARD TREMBLAY
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 8, 1947. 18146-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, has been

dements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 367, du 26 février 1947, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1947 au 16 mars 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1090 et amendements.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assertion des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1947 et le 16 mars 1948.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE LA QUINCAILLERIE, DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des dépenses probables pour

authorized by a by-law approved by Order in Council number 367, of February 26, 1947, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 16, 1947, to March 16, 1948, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of every employee in his employ, his competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees: all such sums shall be paid with money that is legal tender in the Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947 and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, for the period comprised between March 16, 1947 and March 16, 1948.

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE
QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 16 mars 1947 et le 16 mars 1948.

the period between March 16, 1947, and March 16, 1948.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,250.00
Salariés	3,250.00
	<hr/>
	\$6,500.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,250.00
Employees	3,250.00
	<hr/>
	\$6,500.00

Dépenses:

Salaires: secrétariat et inspection	\$4,500.00
Frais de déplacement	125.00
Bureau des Examineurs	350.00
Loyer et éclairage	200.00
Frais judiciaires et professionnels	375.00
Impression et papeterie	200.00
Poste, téléphone et télégraphe	100.00
Intérêt, échange et agios	10.00
Jetons de présence	400.00
Taxes d'affaires et d'eau	10.00
Divers	222.50
Assurance et cautionnement	7.50
	<hr/>
	\$6,500.00

Expenses:

Salaries: Secretary's office and inspection	\$4,500.00
Travelling expenses	125.00
Board of examiners	350.00
Rent and lighting	200.00
Judicial and professional fees	375.00
Printing and stationery	200.00
Postage, telephone and telegraph	100.00
Interest, exchange and agio	10.00
Meeting expenses	400.00
Business and water taxes	10.00
Miscellaneous	222.50
Insurance and Surety-bond	7.50
	<hr/>
	\$6,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mars 1947. 18147-o

Department of Labour,
Quebec, March 8, 1947. 18147-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163-et amendements), que l'Association des Distributeurs de lait de la Province de Québec et le Syndicat national du Lait de Québec, Inc., lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries des cités de Québec et de Lévis. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec" and "Le Syndicat national du Lait de Québec, Inc." have submitted to him a request to amend the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees of the cities of Quebec and Lévis. It is requested:

1° Que "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec" soit substituée aux employeurs y mentionnés comme partie de première part.

1. That "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec" be substituted for the employers therein mentioned as party of the first part.

2° Que le 1er alinéa du sous-paragraphe 4, paragraphe "g" de l'article I, soit remplacé par le suivant:

2. That the first paragraph of subsection g-4 of section I be replaced by the following:

"Catégorie "A": désigne toute personne en charge de la réception de produits laitiers, de la pasteurisation et de l'homogénéisation dans une fabrique, en charge d'écurie, ou tout mécanicien, mécanicien de machines fixes, chauffeur de bouilloires, charron, peintre et sellier."

"Category A: Means any person in charge of the reception of milk products, of the Pasteurization and of the homogenization in a milk works, of a stable, or any mechanic, stationary engine-man, fireman, wheelwright, painter and harness-maker."

3° Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

3. That section IV be replaced by the following:

"IV. Salaires minima: Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

"IV. Minimum wages: Every employee, irrespective of the mode of remuneration, shall not receive less than the following rates:

	par semaine
Contremaitre	\$35.00
Essayeur et contremaitre	35.00
Essayeur non contremaitre	28.00
Préposé à la fabrication	27.00
Hommes de service:	
Catégorie "A"	27.00
Catégorie "B"	23.00
Catégorie "C":	l'heure
Six premiers mois	0.25
Après six mois	0.32
(pas moins de \$1.00 pour chaque réquisition au travail)	

	per week
Foreman	\$35.00
Tester and foreman	35.00
Tester only (not foreman)	28.00
Production worker	27.00
Service man:	
Category "A"	27.00
Category "B"	23.00
Category "C":	per hour
1st six months	\$0.25
after six months	0.32
(Not less than \$1.00 for each call to work)	

Expéditeur par semaine \$28.00

Shipper per week \$28.00

Vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de travail soit de 62 heures ou moins, \$19.00 par semaine de salaire de base plus 3% de commission sur toute vente à l'exception du beurre. La commission sur le beurre doit être de ¼ de cent la livre. Le salaire minimum sera de \$22.40

Vendeur de crème glacée. 25.00

Livreur 25.00

Aide. 15.00

Surnuméraire. \$0.40

Il ne doit être fait aucune diminution du salaire d'un salarié pour les jours de fêtes religieuses d'obligation non ouvrables.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié, autre que le surnuméraire, est inférieur à la semaine normale de travail, il ne doit être fait aucune réduction au salaire prévu au présent article, à moins que la diminution des heures de travail ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur."

4° Que le deuxième alinéa de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, le vendeur qui, après ses heures régulières de travail, remplit les fonctions d'un autre salarié doit recevoir en plus de son salaire une rémunération égale au salaire fixé pour celui dont il remplit les fonctions".

5° Que l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"VIII. *Gîte et couvert*: Tout employeur qui fournit le gîte et le couvert ou l'un des deux à son salarié, sans aucune obligation cependant de la part de ce dernier de les accepter, peut déduire du salaire de ce salarié deux dollars par semaine par pièce pour le gîte et \$0.40 par repas."

6° Que l'article XI soit remplacé par le suivant:

"XI. S'il en rend le port obligatoire, l'employeur doit fournir l'uniforme au salarié sans charge, sauf s'il y a eu entente à ce contraire avec les salariés".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Cazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mars 1947.

18148-o

Seller on milk delivery, working regularly, whether the weekly duration of work consists of 62 hours or less, \$19.00 per week as basic wages, plus 3% on all sales excepting commission on butter sales shall be ¼ cent per pound. The minimum weekly wages shall be \$22.40

Ice cream seller. 25.00

Deliverer. 25.00

Helper. 15.00

Occasional employee. \$0.40

No reduction shall be made on the wages of an employee because of the days kept as religious holidays.

When, in a given week, the number of hours worked by an employee which is not an occasional hand in less than that of the standard work week, there shall be no reduction of the wages provided in the present section unless the decrease in the number of hours be caused by circumstances beyond the employer's control."

4. That the second paragraph of section VI be replaced by the following:

"Overtime work shall be paid for at the rate of time and one half. However, the seller who, after his regular hours of work, does the work of another employee shall receive, in excess of his wages, a remuneration equal to the wage fixed for the employee whose work he is doing."

5. That section VIII be replaced by the following:

"VIII. *Room and board*: Every employer who furnishes room and/or board to his employee, the latter being not compelled however to accept same, may deduct from the said employee's wages \$2.00 per week, per room, for lodging and \$0.40 per meal."

6. That section XI be replaced by the following:

"XI. Should the wearing of a uniform be required by the employer, he shall supply same without cost to the employees except when an agreement to the contrary has been entered into with the latter."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, March 8, 1947.

18148-o

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Claude Taschereau, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Me Charles Edmond Taschereau, notaire décédé, qui pratiquait à Québec, district judiciaire de Québec. Québec, 5 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17805-6-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me Claude Taschereau, notary, residing and practising at Québec, judicial district of Québec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Charles Edmond Taschereau, deceased notary, who practised at Québec, judicial district of Québec.

Québec, February 5, 1947.

17805-6-5 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Bernard Foisy, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Foisy, en son vivant notaire qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 26 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18050-9-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, by Me Bernard Foisy, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph Foisy, in his lifetime notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, February 26, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18050-9-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me J.-Paul-Émile Tourigny, notaire, demeurant et pratiquant à St-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Me Jean-Baptiste Moussette, de Me J.-J. Cloutier, en leur vivant notaires qui pratiquaient à St-Tite, district judiciaire de Trois-Rivières, et de Me L.-E. Germain, en son vivant notaire qui pratiquait à St-Stanislas, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, 26 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18051-9-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me J.-Paul-Émile Tourigny, notary, residing and practising at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières, where by he asks for the transfer, in this favour, of the minutes, repertory and index of Me Jean-Baptiste Moussette, of Me J.-J. Cloutier, in their lifetime notaries who practised at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières, and of Me L.-E. Germain, in his lifetime, notary, who practised at St-Stanislas, judicial district of Trois-Rivières.

Québec, February 26, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18051-9-5 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS { tenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts judiciaires de la province, et peut les changer pareillement;

ATTENDU QUE, dans le district de Montréal, les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, sont fixés au 1er février, 10 mai, 10 septembre et 1er novembre de chaque année:

ATTENDU QUE, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de changer pour l'avenir, y compris l'année 1947, la date de l'ouverture du terme de mai et de la fixer au 2 mai de chaque année;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

{ WHEREAS, according to Law, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) shall commence in any judicial district of the Province, and may alter the same in like manner;

WHEREAS, in the district of Montreal, the terms of the Court of King's Bench (Crown Side), are fixed to the 1st of February, 10th of May, 10th of September and 1st of November of each year;

WHEREAS, in the interest of the proper administration of justice, it is expedient to change, for the future, including the year 1947, the date of the opening of the May term and to fix it to the 2nd of May of each year;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordained and, do hereby enact and ordain that the date of the opening of the term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the district of

en première instance, en matière criminelle, pour le district de Montréal, soit changée, pour l'avenir y compris l'année 1947, et soit fixée au 2 mai de chaque année;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., G.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-septième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

18135-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Montreal, be changed, for the future including the year 1947, and be fixed to the 2nd of May of each year.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Quebec, this Twenty-Seventh day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

18135 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Altico (Canada)Limited, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1946, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 130 rue Port:

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social

Dagé à Montréal, le 27 février 1947.

18117 Le Secrétaire-trésorier,
M. B. STANFIELD.

G. A. BRUNET INC.

Avis est donné que la compagnie G. A. Brunet Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du trente janvier mil neuf cent quarante-sept, et ayant son bureau principal dans la Ville d'Amos, a établi son bureau au numéro un de la Première Avenue Ouest.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce 17ième jour du mois de février 1947.

18119-0 Le Président,
G. A. BRUNET,
Le Secrétaire,
OMER TRUDEAU.

Extrait des Minutes d'une assemblée des Directeurs de Quebec Waterways Sightseeing Tours Company,— La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec, tenue le 27 février 1947 et à laquelle tous les directeurs étaient présents.

Sur propositions dûment secondée, il est résolu que le bureau-chef de la compagnie soit fixé au N° 229 de la rue St-Joseph, au bureau de Me. Wilbrod Bherer, Conseil en Loi du Roi.

18137-o Certifié vraie copie.
(Sceau).
WILBROD BHERER.

Head offices

Notice is hereby given that the Altico (Canada) Limited company incorporated by letters patent, on the 6th day of December 1946, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 130 Port Street;

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 27th day of February 1947.

18117-o M. B. STANFIELD,
Secretary-Treasurer.

G: A. BRUNET INC.

Notice is given that the company "G. A. Brunet Inc.," incorporated by letters patent bearing date the thirtieth day of January, one thousand nine hundred and forty-seven, and having its head office in the Town of Amos, has established its office at Number one First Avenue West.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Amos, Que., this 17th day of the month of February, 1947.

18119 G. A. BRUNET,
President,
OMER TRUDEAU,
Secretary.

Excerpt from the Minutes of a meeting of the Directors of the Quebec Waterways Sightseeing Tours Company,— La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec, held on February 27, 1947, at which all the directors were present.

Upon motion duly seconded, it was resolved that the head office of the company be fixed at No. 229 St. Joseph Street, in the office of Me Wilbrod Bherer, King's Counsel.

18137 Certifié true copy.
(Seal)
WILBROD BHERER.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Drolet & Drolet Ltée", constituée en corporation en vertu de la loi des Compagnies de Québec le trentième jour de janvier 1947 et ayant son siège social à Québec, a établi son siège social au numéro quarante de la rue de Gaspé, à Québec.

Le Secrétaire,
18118-o MARCEL DROLET,

SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la Compagnie Larochelle et Fils, Inc., constituée par lettres patentes du 8 août 1946, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son siège social à 65-67, rue Saint-Roch, Québec.

Daté à Québec, ce vingt-sixième jour de février 1947.

Le Président,
18120-o EMILE LAROCHELLE.

**O'NEILL & RICHARD, LIMITÉE
QUÉBEC**

Avis de la place d'affaires

Avis est donné que la compagnie "O'Neill & Richard, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 9 juillet 1941, a établi son bureau en numéro 134, rue du Pont, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 24 février 1947.
Le Président,
18121-o ALBERT O'NEILL.

Canada, Province de Québec, district de Québec

PAN CONSTRUCTION INC.

Avis est donné que la compagnie Pan Construction Inc. constituée en corporation par lettres patentes de l'honorable Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du huitième jour de février 1947 a établi son bureau au numéro 16 de la rue St-Joseph, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 24 février 1947.
Le Président,
18122-o J. EUG. CANTIN,

T. D. DUBUC INC.

Cette compagnie a établi, conformément à la loi, son bureau chef dans la cité de Québec, au N° 216 de la rue St-Jean.

Les Procureurs de T. D. Dubuc Inc.,
18123-o BHERER & BEAUDET.

ALLIANCE FUR INC.

Avis est donné que la compagnie "Alliance Fur Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1946, a établi son bureau à 1475 rue Mountain, Montréal.

Montréal, 3 mars 1947.
Le Secrétaire,
18124 WILLIAM GORMLEY.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Drolet & Drolet Ltée" incorporated under the Quebec Companies Act on the thirtieth day of, January, 1947, and having its head office at Quebec has established its head office at number forty, de Gaspé Street, Quebec.

18118 MARCEL DROLET,
Secretary.

HEAD OFFICE

Notice is given that Larochelle & Fils, Inc., a company incorporated by Letters Patent dated the 8th day of August, 1946, under the Quebec Companies Act, has established its head office at 65-67, St. Roch Street, Quebec.

Dated this 26th day of February, 1947, at Quebec.

18120-o EMILE LAROCHELLE,
President.

**O'NEILL & RICHARD, LIMITÉE
QUÉBEC**

Notice of Head Office

Notice is given that the company "O'Neill & Richard, Limitée" incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, under date of July 9, 1941, has established its office at number 134 du Pont Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, February 24, 1947.
ALBERT O'NEILL,
18121 President.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

PAN CONSTRUCTION INC.

Notice is given that the company Pan Construction Inc., incorporated by letters patent of His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec, under date of the eighth day of February, 1947, has established its office at number 16 St. Joseph Street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, February 24, 1947.
J. EUG. CANTIN,
18122 President.

T. D. DUBUC INC.

This company has, according to law, established its head office in the city of Quebec, at No. 216 St. John Street.

18123 BHERER & BEAUDET,
Attorneys for T. D. Dubuc Inc.

ALLIANCE FUR INC.

Notice is given that "Alliance Fur Inc." incorporated by Letters Patent dated December 23rd, 1946, has established its office at 1475 Mountain Street, Montreal.

Montreal, March 3rd, 1947.
WILLIAM GORMLEY,
18124 Secretary.

IDEAL DRESS CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Ideal Dress Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 décembre 1946, a établi son bureau à 4446 Blvd. St-Laurent, Montréal. Montréal, 4 mars 1947.

18136

Le Secrétaire,
SAM LUPOVICH.

IDEAL DRESS CO. LTD.

Notice is given that "Ideal Dress Co. Ltd." incorporated by Letters Patent dated December 19th, 1946, has established its office at 4446 St. Lawrence Blvd., Montreal.

Montreal, March 4th, 1947.

18136-o

SAM LUPOVICH,
Secretary.

Ventes d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, du Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Écosse, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson and Co., encanteurs, 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le huit mai 1947, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 26 février 1947.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
18125-10-6 H. L. ATTO.

Avis est, par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le neuvième jour d'avril 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le neuvième jour d'avril 1947, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 20 février 1947.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18014-9-6-0 W. E. ALLISON.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de S.-Hyacinthe, N° 5372.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de S.-Hyacinthe en date du 9 novembre 1946 en une certaine cause dans laquelle Casimir Dessaulles, C.R., avocat des cité et district de Montréal tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Joseph-Charles Boulanger, est demandeur contre dame Emma Jalbert, veuve de Frédéric Galarneau, de la cité et du district de Montréal, Guy Lamothe, de Montarville Lamothe, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Pierre de S. Lamothe de la cité de Montréal, demoiselles Adèle Lamothe, Lucie Lamothe et Gertrude Lamothe, toutes trois célibataires majeures, de la cité d'Outremont, dame Geneviève Lamothe, épouse de Joseph-Émile Prévost, et le dit J.-E. Prévost, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demoiselles Jacqueline Lamothe, célibataire ma-

Sales of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., Auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the eighth day of May, 1947, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 26, 1947.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
18125-10-6-o Superintendent.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 9th day of April, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 9th, 1947, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 20th, 1947.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
18014-9-6-0 Manager, Mail & Baggage Traffic.

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of S.-Hyacinthe, Superior Court, No. 5372.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of S.-Hyacinthe dated the 9th day of November 1946, in a certain case in which Casimir Dessaulles, K.C., advocate, of the city and district of Montreal, personally and in his quality of testamentary executor of late Joseph Charles Boulanger is the plaintiff against Dame Emma Jalbert, widow of Frédéric Galarneau of the city and district of Montreal, Guy Lamothe, de Montarville Lamothe, of the city of Outremont, in the district of Montreal, Pierre de S. Lamothe of the city of Montreal, Adèle Lamothe, Lucie Lamothe and Gertrude Lamothe, spinsters, of the city of Outremont, Mrs. Geneviève Lamothe, wife of Joseph Émile Prévost, and the said J.-E. Prévost, to authorize his said wife, Miss Jacqueline Lamothe, spinster, these three of the city of Outremont, Otto Meyer, Carl Melvin Meyer,

jeune, tous trois de la cité d'Outremont, Otto Meyer, Carl Melvin Meyer, tous deux de la cité de Montréal, dame Enid Meyer, épouse séparée de biens de Clyde D. Lynn, tous deux de la ville de Seattle état de Washington, dûment autorisée à ester en justice par son dit époux le dit Clyde D. Lynn, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous ces derniers défendeurs en leur qualité d'héritiers de feu Joseph-Charles Boulanget ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot N° 56 aux plan et livre de renvoi officiels du village de S.-Jean-Baptiste de Montréal, avec les bâtiments y édifiés, N° 4209 de la rue de Bullion un bureau et des hangars, mesurant environ 3840 pieds, formant l'angle des rues De Bullion et Lionais, excepté une pompe à gazoline et ses accessoires, l'immeuble tel que ci-haut décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le (12) douzième jour du mois d'Avril 1947, à 10 heures et 30 de l'avant-midi, à la salle d'Audience du palais de justice en la cité et district de S.-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins 12 jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Cette annonce remplace les annonces précédentes.

Saint-Hyacinthe, le 1er mars, 1947.

Le Procureur du demandeur,

18126-10-2-o

J.-B. BOUSQUET.

both of the city of Montreal, Dame Enid Meyer, wife separate as to property of Clyde D. Lynn, both of the city of Seattle, state of Washington, in United States of America, duly authorized by her said husband, and the said Clyde D. Lynn, to authorize his said wife, all defendants, in their quality of heirs to the late Joseph Charles Boulanget, ordering the compulsory partition and the licitation of certain immovable described as follows; to wit:— One lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot number 56 on the official plan and in the book of reference for the village of S.-Jean-Baptiste of Montreal, with buildings thereon erected, an office and a shed, bearing No. 4209, de Bullion street about 3840 feet, being the corner of De Bullion and Lionais streets, except a gasoline pump and its accessories. The said described immovable will be sold by auction and be adjudged to the highest and last bidder on the 12th day of April 1947, at 10.30 o'clock in the forenoon in the court room of the Court House at S.-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated on the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any oppositions to annul or to secure charges or to withdraw to the said licitation must be deposited in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition as to payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

This advertisement replaces the previous ones.

S.-Hyacinthe, the 1st of March, 1947.

J.-B. BOUSQUET,

Attorney for plaintiff.

18126-10-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour supérieure. N° 2062. **GEORGES W. SALOMON**, cultivateur de la paroisse de St-Armand Ouest, demandeur, vs **REGINALD STANLEY GREVATT et al.**, de Philipsburg, district de Bedford défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Un morceau de terrain de vingt-six perches et demie (26½) en superficie, plus ou moins, connu comme étant le lot du cadastre numéro cinquante-quatre (54) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Philipsburg, avec la bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Notre-Dame du Laus, à Philipsburg, dit district, JEUDI le DIX AVRIL 1947, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

A. ST. MARTIN.

Bureau du shérif,

Sweetsburg, Qué., 3 mars 1947.

18127-10-2

(Première insertion, 8 mars 1947)

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Superior Court. N° 2062. **GEORGES W. SALOMON**, farmer of the parish, of St. Armand West plaintiff vs **REGINALD STANLEY GREVATT et al.** of Philipsburg district of Bedford. defendants.

As belonging to the defendants.

"A piece of land of twenty six rods and a half (26½) in superficies, more or less, known as lot cadastral number fifty-four (54) on the official plan and book of reference of the village of Philipsburg, with the building thereon erected".

To be sold at the Catholic Church door of the Parish of Notre-Dame du Laus, at Philipsburg, said district, on THURSDAY, the TENTH day of APRIL 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

A. St. MARTIN,

Sheriff's Office

Sweetsburg, Que., March 3, 1947. 18127-10-2

(First insertion, March 8, 1947)

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } **DAME ROSE ALMA**
N° 11,969 } **PARENT**, domicili-
liée à Arvida, épouse contractuellement séparée
de biens de Jamesy Blackburn, domicilié à 208
rue La Salle, Arvida, ménagère, judiciairement
autorisée aux fins des présentes, demanderesse;
vs **JAMESY BLACKBURN**, de la cité d'Arvida,
défendeur.

Contre le Défendeur:

Le lot numéro onze mille huit (11,008) du
cadastre de la cité d'Arvida, situé sur le côté
sud de la rue LaSalle, mesurant cinquante pieds
de front sur cent dix pieds de profondeur, plus
ou moins, mesure anglaise, et contenant cinq
mille cinq cents pieds de superficie, avec bâtisses
dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Jacques, à Arvida, JEUDI, le VINGTIÈ-
ME jour du mois de MARS 1947, à DEUX heures
de l'après-midi.

Bureau du shérif, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, le 5 février 1947. 17874-7-2-o
[Première insertion, 15 février 1947]

Le Shérif,

RENÉ DELISLE,

Chicoutimi, le 5 février 1947. 17874-7-2-o

[Première insertion, 15 février 1947]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Cour supérieure.

District de Montréal } **M. J. L. LOUIS LÉO-**
N° 249396 } **POLD RODIER**,
gentilhomme, de la cité de Westmount, district
de Montréal, demandeur, vs **MINNIE JENNIE**
BRENNAN, épouse commune en biens de Wil-
liam Bradshaw, sténographe, des cité et district
de Montréal, et ledit William Bradshaw pour
autoriser son épouse aux fins des présentes, dé-
fenderesse.

Un emplacement se trouvant et situé dans
le village de Rawdon, connu et désigné comme
étant des parties des lots de terrain dix-sept B
et dix-sept D (pties 17B et 17D) dans le sixième
rang du canton de Rawdon, suivant le plan du
cadastre et le livre de renvoi officiels d'une partie
dudit canton, avec les bâtisses dessus érigées,
lequel emplacement mesurant cinquante-deux et
demie de largeur par environ deux cents pieds
de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,
est borné comme suit: En front au sud-ouest par
la rue Queen et en arrière au nord-est par la
rue Ste-Marie, d'un côté au sud-est par Joseph
Mainville et Philias Miller et de l'autre côté au
nord-ouest par une autre partie des mêmes lots
appartenant à M. Gibault.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Rawdon, district de Joliette, le NEUF
AVRIL 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du shérif, **ROLAND PERRAULT**
Joliette, 22 février 1947. 18128-10-2-o
(Première insertion, 8 mars 1947)

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

District de Kamouraska } **JOSEPH JEAN**, cul-
N° 13369 } tivateur, de St-Jean
de Dieu, demandeur; vs **JOSEPH ERNEST**
COTÉ, du même lieu, défendeur.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, } **DAME ROSE ALMA**
No. 11,969 } **PARENT**, domici-
led at Arvida, wife separate as to property by
marriage contract of Jamesy Blackburn, domicil-
ed, at 208 La Salle Street, Arvida, housewife,
judicially authorized for the purposes hereof,
plaintiff; vs **JAMESY BLACKBURN**, of the
city of Arvida, defendant.

Against the defendant:

Lot number eleven thousand and eight (11,008)
of the cadastre for the city of Arvida, situate on
the south side of La Salle Street, measuring fifty
feet in front by one hundred and ten feet in depth,
more or less, English measure, and containing
five thousand five hundred feet in area --with
buildings thereon erected, appurtenances and
dependencies.

To be sold at the parochial church door of
St-Jacques, at Arvida, on THURSDAY, the
TWENTIETH day of the month of MARCH,
1947, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, February 5, 1947. 17874-7-2
[First insertion, February 15, 1947]

Sheriff.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Superior Court

District of Montreal, } **M. J. L. LOUIS LÉO-**
No. 249396 } **POLD RODIER**,
gentleman, of the city of Westmount, district
of Montreal, plaintiff; vs **MINNIE JENNIE**
BRENNAN, wife common as to property of
William Bradshaw, stenographer, of the city and
district of Montreal, and the said William Brad-
shaw, to authorize his wife for the purposes here-
of, defendant.

An emplacement lying and situate in the villa-
ge of Rawson, known and designated as being
parts of the lots of land seventeen B and seven-
teen D (pts 17B et 17 D) in the sixth range of
the township of Rawdon, according to the offi-
cial cadastral plan and book of reference of a part
of the said township, with buildings thereon
erected, which emplacement measuring fifty-two
feet and one half in width by about two hun-
dred feet in depth English measure and more or
less, is bounded as follows: In front to the south-
west by Queen Street and in rear to the north-
east by Ste-Marie Street, on one side to the south-
east by Joseph Mainville and Philias Miller and
on the other side to the north-west by another
part of the same lots belonging to Mr. Gibault.

To be sold at the parochial church door of
Rawdon, district of Joliette, on the NINTH of
APRIL, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, **ROLAND PERRAULT**,
Joliette, February 22, 1947. 18128-10-2
(First insertion, March 8, 1947)

Deputy Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

District of Kamouraska } **JOSEPH JEAN**, far-
No. 13369 } mer, of St-Jean de
de Dieu; plaintiff; vs **JOSEPH ERNEST**
COTÉ, of the same place, defendant.

Un lot de terre situé dans le rang deux (2) du canton Begon, portant le numéro vingt-neuf a (29a) partie demi N. E. ($\frac{1}{2}$ NE), y compris bâtisses et dépendances; borné au Sud par Joseph Jean, au Nord par Jos Devost, au Nord-est par Alphonse Gagnon et au Sud Ouest par Rosaire Côté.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-de-Dieu, R-du-L VENDREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL, 1947, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,
HENRI MICHAUD.
Rivière-du-Loup, le 3 mars 1947 18138-10-2-o
[Première insertion, le 8 mars 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure, district de Montréal

Montréal, à savoir: } PAUL ALLARD, deman-
N° 245230 } deur, vs JOHN PRY-
MACHUK, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Berger, dans la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest d'un lot de terrain numéro 311 (Ptie S.O. 311), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis de la cité de Montréal, mesurant en front quarante-deux pieds et demie de largeur par cinquante-six pieds et neuf pouces de profondeur et borné en front par la rue Berger, en arrière par le résidu dudit lot numéro 311, d'un côté vers le nord-ouest par le lot numéro 312 des plan et livre de renvoi officiels, de l'autre côté vers le sud-est par le lot numéro 310 des mêmes plan et livre de renvoi officiels et toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1225 à 1233 rue Berger.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Casgrain en date du 25 février 1947.

Bureau du shérif, Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
Montréal, 5 mars 1947. 18144-10-2
[Première insertion, 8 mars 1947]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Cour de magistrat de district

Canada, } JOSEPH ADE-
Province de Québec, } LARD LEMI-
District des Trois-Rivières, } RE, notaire, des ci-
N° 18821 } té et district des
Trois-Rivières, demandeur, vs LÉO BARIBEAU,
de St-Théophile du Lac, district des Trois-Ri-
vières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur; une terre située à St-Théophile-du-Lac, dans le rang St-Mathieu, côté sud-est, portant le numéro quinze du rang et connue et désignée comme étant le lot numéro huit cent trente-huit (838) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, comté de Champlain, mesurant, d'après le dit cadastre et plus ou moins, trois arpents de largeur par vingt arpents de profondeur; avec la maison et autres bâtisses dessus contraintes, circonstances et dépendances; sauf et à distraire la lisière vendue à Sa Majesté Le Roi, au nom du Canada, pour chemin de fer, ayant une superficie d'environ 1.14 arpent, telle que clôturée, suivant acte de vente enregistré

A lot of land situate in range two (2) of the township Begon, bearing number twenty-nine a (29a) N. E. half part (NE $\frac{1}{2}$), including buildings and dependencies; bounded on the south by Joseph Jean, on the north by Jos. Devost, on the northeast by Alphonse Gagnon and on the southwest by Rosaire Côté.

To be sold at the parochial church door of St-Jean-de-Dieu, R-du-L, on FRIDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of APRIL, 1947, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,
HENRI MICHAUD,
Rivière-du-Loup, March 3, 1947. 18138-10-2
[First insertion, March 8, 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Montreal

Montreal to wit: } PAUL ALLARD, plaintiff;
No. 245230 } vs JOHN PRYMACHUK
defendant.

An emplacement facing on Berger Street, in the City of Montreal, being the southwest part of a lot of land number 311 (S.W.P.T. 311) upon the official plan and book of reference of St. Louis Ward in the City of Montreal, measuring in front forty-two and one half feet in width, by fifty-six feet nine inches in depth and bounded in front by Berger Street in the rear by residue of the said lot number 311 on one side towards the northwest by the lot number 312 upon the official plan and book of reference on the other side towards the southeast by lot number 310 upon the same official plan and book of reference and all buildings thereon erected bearing the civic numbers 1225 to 1233 of Berger.

To be sold, at my office, in the city of Montreal on the TENTH of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Casgrain, dated February 25th 1947.

Sheriff's office, L.-P. CAISSE,
- Sheriff.
Montreal, March 5th, 1947. 18144-10-2-o
[First insertion, March 8, 1947]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
District Magistrate's Court

Canada, } JOSEPH ADE-
Province of Québec, } LARD LEMIRE,
District of Trois-Rivières, } notary of the city and
No. 18821 } district of Trois-Ri-
vières, plaintiff; vs LÉO BARIBEAU, of St-
Théophile du Lac, district of Trois-Rivières, de-
fendant.

As belonging to the said defendant: of farm situate at St-Théophile-du-Lac, in the St-Mathieu range, southeast side, bearing number fifteen of the range and known and designated as lot number eight hundred and thirty-eight (838) on the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, county of Champlain, measuring, according to the said cadastre and more or less, three arpents in width by twenty arpents in depth — with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; save to be deducted the strip sold to His Majesty the King in the name of Canada, for a railway, having an area of about 1.14 arpent, as fenced in, according to the deed

sous N° 119,094 du bureau d'enregistrement du comté de Champlain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théophile du Lac, comté de Champlain, MARDI le HUITIÈME jour d'AVRIL, 1947, à DIX heures du matin.

Le Shéif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 5 mars 1947. 18143-10-2-o
[Première insertion, 8 mars 1947]

of sale registered under No. 119,094 of the Registry office for the county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of St-Théophile du Lac, county of Champlain, on TUESDAY the EIGHTH day of APRIL, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 5, 1947. 18143-10-2
First insertion, March 8, 1947

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 10

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gauvin vs Doucet	816
Gilbert vs Leclerc.	816

ASSEMBLÉE:

The Canada and Gulf Terminal Railway Company.	816
---	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

799

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés.	819
Electrical Home, Ltd. (Règlement).	819
Franklyn-Fairway Limited (Distribution de l'actif).	817
La Caisse Populaire Desjardins de Mont St-Michel (Fondation).	818
L'Association Patronale de la Coiffure de Québec Inc. (Formation).	817
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joachim-Yamaska (Formation).	817
Le Syndicat National des Employés de la Wabasso Cotton de Shawinigan Falls Inc. (Formation).	817
Notions Inc. (Directeurs).	818
Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc. (Formation).	818
Syndicat Colombien de Sherbrooke (Fondation).	818
Syndicat des Pêcheurs d'Aguanish (Fondation).	819
Syndicat Professionnel des Producteurs de Lait de Drummondville (Formation).	818

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Bourlamaque, ville de	822
Casa d'Italia — Maison d'Italie	820
Commissaires d'écoles de la cité de Lachine.	820
Compagnie des Tramways de Montréal.	820
Fiduciaires de la Corporation de l'Université du Collège Bishop.	823
Gaumond, Marcel.	822
La Corporation des Frères de Sainte-Croix.	821
La Corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce	822
Lafond, Alfred.	823
Les Religieux de Sainte-Croix.	821
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal	822
Pointe-Claire, ville de	821
Québec, cité de.	824
Station-du-Côteau, munic. de.	823
St-Joseph de Sorel, ville de <i>et al.</i>	822

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gauvin vs Doucet	816
Gilbert vs Leclerc.	816

MEETING:

The Canada and Gulf Terminal Railway Company.	816
---	-----

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

799

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned.	819
Electrical Home, Ltd. (By-law).	819
Franklyn-Fairway Limited (Distribution of the assets).	817
La Caisse Populaire Desjardins de Mont St-Michel (Foundation).	818
L'Association Patronale de la Coiffure de Québec Inc. (Formation).	817
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joachim-Yamaska (Formation).	817
Le Syndicat National des Employés de la Wabasso Cotton de Shawinigan Falls Inc. (Formation).	817
Notions Inc. (Directors).	818
Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc. (Formation).	818
Syndicat Colombien de Sherbrooke (Foundation).	818
Syndicat des Pêcheurs d'Aguanish (Foundation).	819
Syndicat Professionnel des Producteurs de Lait de Drummondville (Formation).	818

APPLICATIONS TO LEGISLATIVE:

Bourlamaque, town of.	822
Casa d'Italia — Maison d'Italie	820
School Commissioners of the city of Lachine.	820
Montreal Tramways Company	820
Trustees of the Corporation of the University of Bishop's College.	823
Gaumond, Marcel.	822
La Corporation des Frères de Sainte-Croix.	821
La Corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce	822
Lafond Alfred.	823
Les Religieux de Sainte-Croix	821
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal	822
Pointe-Claire, town of.	821
Quebec city of	824
Côteau Station munic. of.	823
St-Joseph de Sorel, town of <i>et al.</i>	822

Wilson, Lawrence Maurice	824	Wilson, Lawrence Maurice	824
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Mansonville	824	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Mansonville	824
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 47-Sp-I — Province de Québec	825	Order No. 47-Sp-I — Province of Québec	825
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
St-Polycarpe, munic. scolaire de la paroisse de	825	St-Polycarpe, school munic. of the parish of	825
TERRES ET-FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Waterloo, village de	826	Waterloo, village of	826
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire des employés de commerce et de bureau, région du Lac St-Jean (Prélèvement)	826	Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John District (Levy)	826
Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec (Prélèvement)	827	Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District (Levy)	827
Employés de laiteries des cités de Québec et de Lévis (Modification)	829	Dairy Employees of the Cities of Quebec and Levis (Amendment)	829
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Foisy, Bernard	831	Foisy, Bernard	831
Taschereau, Claude	830	Taschereau, Claude	830
Tourigny, J.-Paul-Émile	831	Tourigny, J.-Paul-Émile	831
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Caddie Ltée.	800	Caddie Ltée.	800
Calumet Sand and Gravel Inc.—La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.	801	Calumet Sand and Gravel Inc.—La Compagnie de Sable et Gravier Calumet Inc.	801
Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.	801	Dorval Drive Yourself and Specialties Ltd.	801
Drolet & Drolet, Ltée.	812	Drolet & Drolet, Ltée.	812
Florists Supply Limited	802	Florists Supply Limited	802
Forbes Furniture Inc.	802	Forbes Furniture Inc.	802
G. A. Brunet Inc.	803	G. A. Brunet Inc.	803
Herdt & Cie Limitée.	803	Herdt & Cie Limitée.	803
Importex Limitée.	803	Importex Limitée.	803
J. E. F. Morin, Ltée	804	J. E. F. Morin, Ltée	804
Joannes Goldfields Limited.	804	Joannes Goldfields Limited.	804
Julien Electrique Compagnie Limitée	805	Julien Electrique Compagnie Limitée	805
La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée	805	La Cie de Bois du Lac Chenon, Ltée	805
La Cie de Développement Industriel d'Asbestos	806	La Cie de Développement Industriel d'Asbestos	806
La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company	806	La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company	806
Lalancette Electric Limited	807	Lalancette Electric Limited	807
L'Association des Chemins d'Hiver de St-Grégoire, Comté de Nicolet	807	L'Association des Chemins d'Hiver de St-Grégoire, Comté de Nicolet	807
L'Association des Psychologues du Québec — (The Psychological Association of the Province of Quebec)	807	L'Association des Psychologues du Québec — (The Psychological Association of the Province of Quebec)	807
L'Association Récréative de L'Islet	808	L'Association Récréative de L'Islet	808
Le Club Original Inc.	808	Le Club Original Inc.	808
L'Entraide Policière.	809	L'Entraide Policière.	809
Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.	809	Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.	809
Matane Development Inc.	809	Matane Development Inc.	809
Newman Foundry Supplies Ltd.	810	Newman Foundry Supplies Ltd.	810
Pan Construction Inc.	813	Pan Construction Inc.	813

St-Maurice Knitting Mills Limited	810	St-Maurice Knitting Mills Limited.	810
T. D. Dubuc Inc.	811	T. D. Dubuc Inc.	811
The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.	811	The Perfect Daylight Fixtures Co. Ltd.	811
United Traders Corp'n Ltd.	811	United Traders Corp'n Ltd.	811
Villa Manrèse	812	Villa Manrèse	812
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Albert Nagley Ltd.	813	Albert Nagley Ltd.	913
Allain & Company Limited	813	Allain & Company Limited	813
B. Wigdor Inc.	814	B. Wigdor Inc.	814
Canadian Cod Liver Oil Co. Limited — La Cie Canadienne d'Huile de Foie de Morue Limitée	814	Canadian Cod Liver Oil Co. Limited — La Cie Canadienne d'Huile de Foie de Morue Limitée	814
Central America Import & Export Co.	814	Central America Import & Export Co.	814
Jack Spratt Mfg. Inc.	814	Jack Spratt Mfg. Inc.	814
La Cie de Pouvoir de La Sarre Limitée — La Sarre Power Company Limited.	815	La Cie de Pouvoir de La Sarre Limitée — La Sarre Power Company Limited.	815
Moresens Limited.	815	Moresens Limited.	815
Raymond Lemieux, Inc.	815	Raymond Lemieux, Inc.	815
The Quebec Veneer Industries Com- pany Limited — Les Industries de Placage de Québec Limitée.	815	The Quebec Veneer Industries Com- pany Limited — Les Industries de Placage de Québec Limitée.	815
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant le terme de la Cour du Banc du Roi, district de Montréal.	831	Concerning the term of the Court of King's Bench, District of Montreal.	831
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Alliance Fur Inc.	833	Alliance Fur Inc.	833
Altico (Canada) Limited.	832	Altico (Canada) Limited.	832
Drolet & Drolet, Ltée.	833	Drolet & Drolet, Ltée.	833
G. A. Brunet Inc.	832	G. A. Brunet Inc.	832
Ideal Dress Co. Ltd.	834	Ideal Dress Co. Ltd.	834
Larochelle & Fils, Incorporé.	833	Larochelle & Fils, Incorporé.	833
O'Neill & Richard, Limitée	833	O'Neill & Richard, Limitée	833
Pan Construction Inc.	833	Pan Construction Inc.	833
Quebec Waterways Sightseeing Tours Company — La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec.	832	Quebec Waterways Sightseeing Tours Company — La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec.	832
T. D. Dubuc Inc.	833	T. D. Dubuc Inc.	833
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company.	834	Canadian Pacific Express Company.	834
Canadian Pacific Railway Company.	834	Canadian Pacific Railway Company.	834
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Dessaules vs Jalbert <i>et al.</i>	834	Dessaules vs Jalbert <i>et al.</i>	834
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Salomon vs Grevatt <i>et al.</i>	835	Salomon vs Grevatt <i>et al.</i>	835
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Parent vs Blackburn	836	Parent vs Blackburn	636
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Rodier vs Brennan <i>et vir.</i>	836	Rodier vs Brennan <i>et vir.</i>	836
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Jean vs Côté.	836	Jean vs Côté.	836
MONTREAL:		MONTREAL:	
Allard vs Prymachuk.	837	Allard vs Prymachuk.	837
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Lemire vs Baribeau	837	Lemire vs Baribeau	837
18150-o		18150-o	